UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Impact socio-économique de la crise de 1993 en commune Gisuru (1993-2005)

Bucumi, Venant; Sous la direction de : Pr. Alexandre HATIJNGIMANA

2018
UB, Faculté des lettres et sciences humaines
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1321

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI



FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE

IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE DE LA CRISE DE 1993 EN COMMUNE GISURU (1993-2005)

Par

Venant BUCUMI

Sous la direction de :

Pr. Alexandre HATUNGIMANA

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du grade de Licencié en Histoire

Option : **Enseignement et Recherche**

Bujumbura, Mai 2018

DEDICACE

A ma chère épouse ;

A mes regrettés parents ;

A mes frères et sœurs ;

A tous ceux qui me sont chers ;

Nous dédions ce mémoire.

REMERCIEMENTS

Ce travail est le résultat des contributions de plus d'une personne. Que tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce mémoire trouvent ici l'expression de notre gratitude. Nous pensons en premier lieu au Professeur Alexandre HATUNGIMANA qui a suivi de près notre travail. Ses conseils, sa disponibilité nous ont été très utiles. Nous pensons ensuite à tous les professeurs de l'UB et en particulier ceux de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines dans le département d'Histoire ainsi que tous les enseignants connus au cours du cursus scolaire. La formation scientifique et morale qu'ils nous ont données nous ont été d'une grande importance.

Enfin, nous aimerions aussi souligner la part de nos familles. Leur contributions tant matérielles que morales nous ont été d'un grand recours. A toute personne qui, de près ou de loin, a participé à l'aboutissement de ce travail, qu'elle trouve ici l'expression de tous nos remerciements.

SIGLES ET ABREVIATIONS

CNDD-FDD	: Conseil National pour la Défense de la Démocratie Force de Défense de la Démocratie
CNDD	: Conseil National pour la Défense de la Démocratie.
CNDDR	: Comité National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion
CoCo	: Collège Communal
DHA	: Département des Affaires Humaines
DPAE	: Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
DPE	: Direction Provinciale de l'Enseignement
EP	: Ecole Primaire
Etc.	: *Et Coetera*
F	: Femme ou féminin
FAB	: Forces Armées du Burundi
FDN	: Force de Défense Nationale
Fle	: Fille
FLSH	: Faculté des Lettres et Sciences Humaines
Fme	: Femme
FNL	: Force Nationale de Libération
FRODEBU	: Front pour la Démocratie au Burundi
GEDEBU	: Génération Démocrate au Burundi
HCR	: High Commissionor for Refugees
Hm	: Homme
ISCAM	: Institut Supérieur des Cadres Militaires
Moy.	: Moyenne
ONG	: Organisation Non Gouvernementale

ONUB	: Organisation des Nations Unies au Burundi
Op. cit	: Opera Citato (Œuvre déjà citée)
p.	: Page
PALIPEHUTU	: Parti pour la Libération du Peuple Hutu
PMPA	: Parti et Mouvement Politique Armé
PNUD	: Programme des Nations-Unies pour le Développement
PP	: Parti du Peuple
Prod.	: Production
Prop.	: Proportion
PRP	: Parti de la Réconciliation du Peuple
S.	: Siècle
SNAP	: Stratégie Nationale de Lutte contre la Prolifération des Armes Légères et de Petits Calibres
T.	: Tableau
Tot.	: Total
UB	: Université du Burundi
UPD	: Union pour la Paix et le Développement
UPP	: Unité de Planification de la Population
UPRONA	: Unité pour le Progrès National

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Découpage administratif de la commune Gisuru 8
Tableau 2: Evolution de la production des cultures vivrières de Gisuru 2001-2005 (tonnes) 12
Tableau 3: Evolution des espèces animales (2001-2005) 15
Tableau 4: Calendrier de ces marchés 17
Tableau 5: Résultat des élections présidentielles du 1 juin 1993 : Résultat du scrutin en commune Gisuru 26
Tableau 6: Les habitants de la commune en 1993 et 1999 37
Tableau 7: Répartition de la population par zone en 1999 37
Tableau 8: Ecoles de la commune Gisuru en 1994 40
Tableau 9: Situation des Yagamukama de Gisuru (A/S 2005-2006) 41
Tableau 10: Administrateurs de la commune Gisuru des origines à 2018 43
Tableau 11: Désarmement/an 47
Tableau 12: Elections de 2005 48

LISTE DES CARTES ET GRAPHIQUES

Carte 1: Carte de découpage administratif de la commune Gisuru 5
Carte 2 : Carte du réseau routier dans Gisuru 18

Graphique 1: Evolution de la production des cultures vivrières (2001- 2005) .. 13
Graphique 2: Importance numérique par espèces animales 15

RESUME

Notre mémoire intitulé : « *Impact socio-économique de la crise de 1993 en commune Gisuru (1993-2005)* » est subdivisé en trois chapitres précédés d'une introduction générale et succédés d'une conclusion générale.

De prime abord, il présente la commune Gisuru, l'une des sept communes de la province Ruyigi, située dans les dépressions du nord-est du Burundi.

Ensuite, ce mémoire relate également la crise de 1993depuis son déclenchement le 21 octobre 1993 jusqu'en 2005 au Burundi et plus particulièrement en commune Gisuru. Avec la victoire du Frodebu dans les élections de 1993, l'espoir était revenu chez nombreux burundais, ceux de Gisuru inclus, qui croyaient tourner la page du monopartisme. Mais l'assassinat du président Melchior NDADAYE dans la nuit du 21octobre 1993 occasionnait une guerre ayant été caractérisée par de violences de tout genre.

Enfin, les effets de la crise de 1993 se sont faits sentir sur l'évolution de la commune Gisuru. On citerait à titre d'exemple la destruction des biens meubles et immeubles, des tueries de personnes innocentes etc. Cependant, avec la victoire de l'ex-mouvement rebelle du CNDD-FDD dans les élections de 2005, des initiatives de retour à la paix ont été échafaudées. La paix semblait revenir après douze ans de lutte armée.

TABLE DES MATIERES

DEDICACE ..... **i**
REMERCIEMENTS ..... **ii**
SIGLES ET ABREVIATIONS ..... **iii**
LISTE DES TABLEAUX ..... **v**
LISTE DES CARTES ET GRAPHIQUES ..... **v**
RESUME ..... **vi**
TABLE DES MATIERES ..... **vii**
INTRODUCTION GENERALE **1**
1. Problématique 1
2. Choix et intérêt du sujet 1
3. Hypothèse 2
4. Sources et méthode 2
5. Articulation du sujet 3
6. Délimitation du sujet 3
CHAPITRE I : PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE GISURU **4**
Introduction 4
I.1. Aperçu géographique de la commune Gisuru 4
I.2. Les mouvements de la population 6
I.3. Organisation socio-administrative 8
I.3.1. La subdivision territoriale de la commune 8
I.3.2. Organisation administrative de la commune 9
I.3.3. Du domaine politique 10
I.4. L'économie de la commune 11
I.4.1. L'agriculture 11
I.4.2. L'élevage 14
I.4.3. Le commerce 16
I.4.4. Les principaux facteurs favorables au développement local 19
CHAPITRE II : LA CRISE DE 1993 EN COMMUNE GISURU **20**

Introduction 20
II.1. La commune Gisuru à la veille de la crise 21
II.1.1. Contexte politique 21
II.1.2. Structures sociales de la Commune Gisuru 22
II.1.3. Changements dus au processus démocratique des années 1990 24
II.2. Les secousses de la crise de 1993 27
II.2.1. Rappel des faits 27
II.2.2. Une crise humanitaire sans précédent 28
II.2.3. Milices et mouvements armés ou expression d'un Etat en délinquance . 30
II.2.4. L'embargo contre le Burundi 32
CHAPITRE III: EFFETS DE LA CRISE SUR L'EVOLUTION DE LA COMMUNE GISURU (1993-2005) 35
Introduction 35
III.1. Analyse socio-économique 35
III.1.1. Pertes en vies humaines et destruction des biens matériels 35
III.1.1.1. Hémorragie humaine 35
III.1.1.2. Les biens meubles et immeubles 38
III.1.2. L'impact de la crise sur l'enseignement en commune Gisuru 39
III.1.2.1. L'enseignement formel 39
III.1.2.2. L'enseignement informel 41
III.2. Situation politico-administrative 42
III.2.1. La crise politico- administrative 42
III.2.2. Dérèglement des services publics : exemple de l'état civil 44
III.3. Processus de paix 44
III.3.1. Les négociations d'Arusha 44
III.3.2. Processus de démobilisation 45
III.3.3. Elections de 2005 48
CONCLUSION GENERALE 50
BIBLIOGRAPHIE 52
ANNEXES 55

INTRODUCTION GENERALE

1. Problématique

La crise de 1993 fut sans doute la plus meurtrière des crises qu'a connues le Burundi. Au lendemain de l'indépendance, notre pays a traversé une série de crises : celles de 1965, 1972, 1988 et 1991. Mais, il fut durement touché par celle de 1993. Bien que le gouvernement de la troisième République ait voulu corriger les erreurs du passé en instaurant la charte de l'unité nationale et en prônant la démocratie pluraliste, la période 1991-1993 sera dure pour le pays. Le putsch manqué a emporté le président Melchior Ndadaye démocratiquement élu, assassinat suivi par des tueries de masse ayant visé essentiellement la minorité tutsi et des Hutu modérés.

Cette crise a été à l'origine des nouveaux phénomènes comme les réfugiés, les déplacés, les indigents, les orphelins, les veuves, etc. C'est pour cette raison que nous sommes arrivé à nous poser la question de savoir si la crise de 1993 a été générale dans le pays, est-ce que tous les coins du pays auraient-ils été affectés de la même manière ou au même niveau? Il nous revient aussi de savoir si les domaines social et économique de la commune Gisuru ont été affectés par la crise de 1993. Quels sont les autres domaines qui auraient été touchés par cette crise dans Gisuru?

C'est à ces interrogations que le présent mémoire voudrait répondre.

2. Choix et intérêt du sujet

En acceptant à priori que la crise de 1993 a été générale dans tout le pays, certaines communes en ont ressenti fortement les effets plus que d'autres. C'est pour cela que nous nous sommes intéressé à la crise de 1993 en commune Gisuru, pour en apprécier les effets.

Les raisons qui ont motivé le choix de ce sujet sont multiples. D'abord, nous sommes originaire de la commune Gisuru, ce qui rend facile la recherche au niveau de l'accès aux sources, y compris les enquêtes orales, d'autant plus que nous connaissons la région. Ensuite, en revisitant les monographies existantes, nous nous sommes rendu compte qu'aucune recherche à ce sujet n'a été faite sur Gisuru. Il s'agit donc pour nous d'apporter notre contribution à la connaissance de cette région. Enfin, suite à sa situation géographique qui place la commune à la frontière avec la Tanzanie, les mobilités des populations burundaises en cas de conflit y sont faciles.

3. Hypothèse

Par définition, une hypothèse est une réponse provisoire à une question qu'on se pose en attendant d'être confirmée ou infirmée. Pour ce qui nous concerne, nous la formulons dans ces termes : La crise de 1993 a eu des effets très durs sur la population de Gisuru. Les domaines économique et social furent tellement touchés que des structures de l'économie, déjà fragiles, se sont effondrées, des infrastructures sociales détruites et des divisions sociales amplifiées.

4. Sources et méthode

Au cours de notre recherche, nous avons eu recours aux sources écrites trouvées dans différentes bibliothèques et archives communales. Nous les avons complétées avec des enquêtes orales que nous avons menées, sur terrain en ciblant les personnes qui ont vécu cette crise. Il ne s'agit pas dans ce cas de « traditions orales », mais de récits ou des descriptions fournies par des témoins oculaires.

Ces deux sources ont été croisées et soumises à la critique pour en dégager l'essentiel nécessaire à la rédaction de ce mémoire.

5. Articulation du sujet

Notre sujet intitulé *"Impact socio-économique de la crise de 1993 en commune Gisuru (1993-2005)"* s'articule sur trois chapitres, les uns plus importants que les autres.

Le premier chapitre concerne la présentation générale de la commune en insistant sur les aspects géographiques et historiques. Le deuxième chapitre décrit la crise de 1993 en commune Gisuru. C'est une façon pour nous de présenter le décor du théâtre sur lequel allait se jouer la tragédie d'octobre 1993. Tandis que le troisième et le dernier chapitre concerne l'analyse des effets de la crise et de l'évolution de notre commune d'étude entre 1993-2005, avant de conclure.

6. Délimitation du sujet

Sur le plan spatial, l'étude s'intéresse à la commune Gisuru, l'une des sept communes de la province Ruyigi.

Quant à la délimitation temporelle, notre sujet s'intéresse à la période comprise entre 1993 et 2005. La borne inférieure de 1993 a été choisie parce qu'elle marque le début de la crise avec la tentative du coup d'Etat militaire intervenu dans la nuit du 21/10/1993 et suivi par l'assassinat du président Melchior NDADAYE seulement quatre mois après son arrivée au pouvoir par la voie des urnes. La borne supérieure correspond à la fin du gouvernement de transition et au retour aux élections pluralistes ayant conduit au pouvoir l'ancien mouvement rebel du CNDD-FDD.

CHAPITRE I : PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE GISURU

Introduction

« Le Burundi dont fait partie Gisuru est un pays d'Afrique Centrale souvent surnommé cœur d'Afrique avec une superficie de 27834 km² [1] *».*

Après la période monarchique (XVII[è]s.-fin XIX[è]s.), il a été colonisé successivement par les Allemands (1896-1916) et par les Belges (1916-1962). Avec son accession à l'indépendance le 01/07/1962, le Burundi est devenu un pays souverain avec une autonomie d'organisation politico- administrative.

Concernant son organisation territoriale, notre pays est actuellement subdivisé en provinces, en communes, en zones et en collines.

« Le Burundi est parmi les pays les plus peuplés de l'Afrique avec une population estimée à 8 053 574 habitants, avec une densité moyenne de 310 hab/km² [2] *».*

1.1. Aperçu géographique de la commune Gisuru

La province Ruyigi compte sept communes à savoir, Butaganzwa, Butezi, Bweru, Gisuru, Kinyinya, Nyabitsinda et Ruyigi. L'ensemble de la province se situe géographiquement parlant dans la région naturelle de Kumoso, elle-même dominée par les dépressions du Nord-Est.

Sur le plan de l'étendue, *« Gisuru est la plus vaste commune de Ruyigi avec 535,35 km²et la deuxième commune la plus vaste du Burundi après Giharo de la province Rutana dont la superficie est de 586, 86 km²* [3] *».*

---

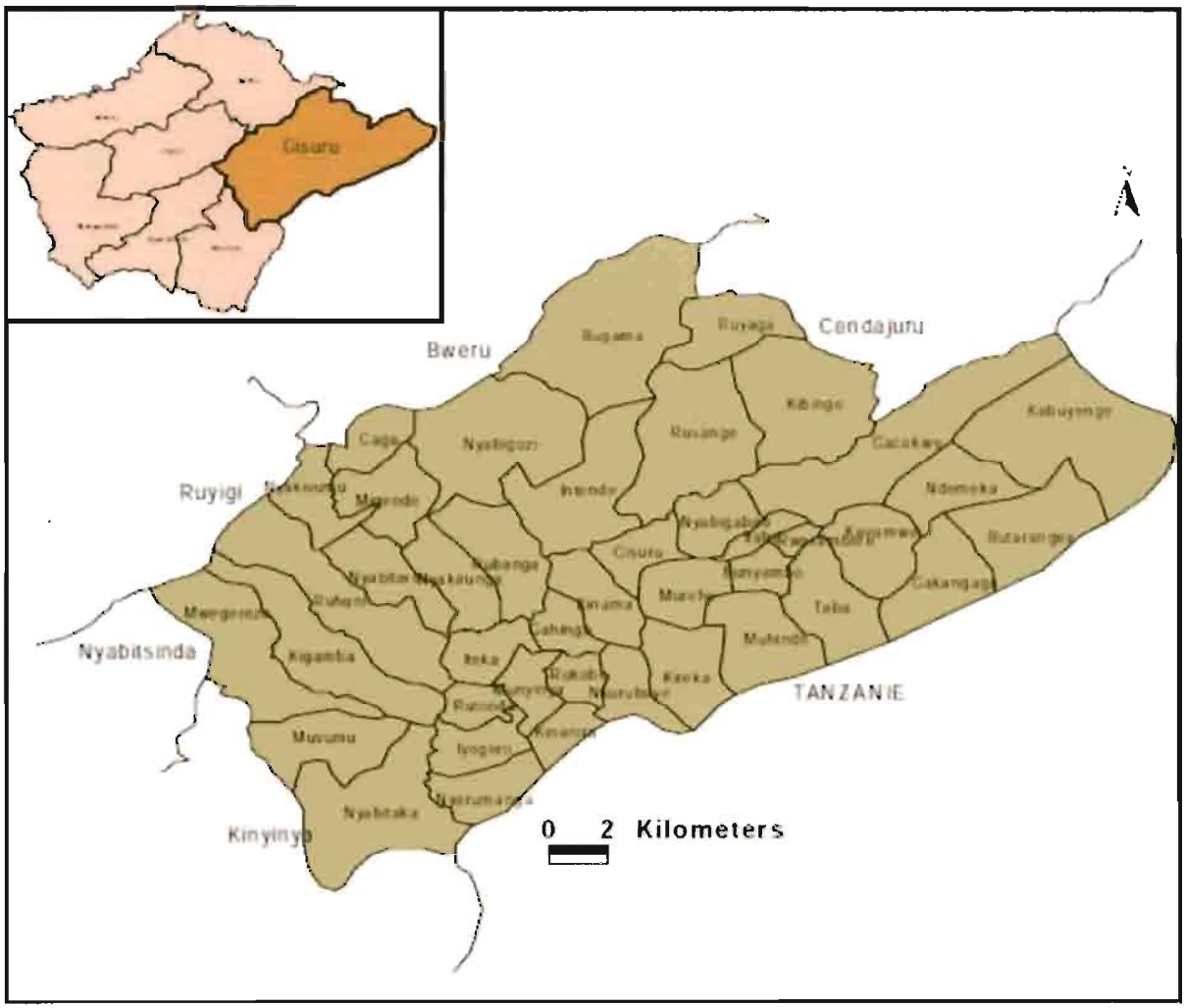
[1] MURINDANGABO, F., *Promotion et développement du tourisme culturel au Burundi, de l'Indépendance à 2015*, Mémoire, FLSH, Bujumbura, 2016, p. 1.

[2] Résultats du recensement général de la population et d'habitant de 2008.

[3] Archives communales, *Rapport mensuel* de novembre 2016, p. 3.

A propos de ses limites, on trouve *« à l'Est la République Unie de Tanzanie, au Nord la commune Cendajuru de la province Cankuzo, à l'Ouest les Communes Bweru et Ruyigi, tandis qu'au Sud se trouve les Communes de Kinyinya et Nyabitsinda*[4] *».*

Carte 1: Carte de découpage administratif de la commune Gisuru



La région est en général aride. Les cours d'eau y sont rares, car dans les zones de dépressions, la saison sèche reste étendue par rapport aux autres régions naturelles de haute altitude. Le climat de Gisuru est celle d'une partie des dépressions du Nord-Est.

[4] Archives communales, *Rapport mensuel* de novembre 2016, p. 4.

« L'altitude moyenne est d'environ 1300 m avec une pluviométrie moyenne annuelle envoisinant 1200mm et les températures sont comprises entre 14°C et 28°C. Les sols y sont argileux et de fertilité élevée[5] *». « La sécheresse couvre cinq mois, tandis que celle pluvieuse couvre sept mois dans les dépressions du Nord-Est*[6] *».*

« Les rivières Rumpungwe et Ruguzye constituent l'essentiel de l'hydrographie de la région »[7]. Elles fournissent l'eau pour irrigation pendant les saisons sèches et pour la construction des maisons en briques adobes ou cuites. Le déficit en eau de pluie a des répercussions sur la flore.

« La végétation de la commune Gisuru est caractéristique des savanes, avec peu d'arbres qui forment la forêt dense avec des galeries et des lambeaux forestiers[8]*».* Dans la plupart des cas, ce sont des forêts artificielles composées par des cèdres, les eucalyptus, etc. Cette végétation permet, de manière générale, le développement de l'agriculture qui profite de la disponibilité des terres encore vierges dans cette périphérie de l'Est du pays.

I.2. Les mouvements de la population

Quand on parle de mouvements de populations, on fait généralement allusion aux mouvements naturels et aux mouvements migratoires. Les principales catégories de mouvements naturels sont les naissances, les décès et les mariages. A l'instar du reste du pays, Gisuru connaît le taux de natalité élevé car on remarque une augmentation très rapide de la population.

« Alors que le taux d'accroissement pour la province Ruyigi au cours de la période de 1990-2001 était de 0,037, selon l'UPP (Unité de Planification de la

---

[5] Ministère de la planification du développement et de la reconstruction nationale, *Monographie de la commune Gisuru*. Rapport du PUND, Ruyigi septembre 2006, p. 3.

[6] Géographie du Burundi, *Notes du cours de la 2ème candidature*, Bujumbura, 2011-2012.

[7] NTAKARUTIMANA Eliphase, conseiller technique chargé des affaires sociales, enquêtes effectué sur la colline Gisuru le 5 /6/2017.

[8] Ministère de la planification du développement et de la reconstruction nationale, *Op. cit*, p. 4.

Population), en 2005 la population de la commune Gisuru n'est estimée qu'à 75177 habitants soit 20,50% de la population totale de la province (366 588)[9]*».*

«Actuellement, la densité de la commune est de 245,40 hab/km^2*, avec une population de 132 700 habitants*[10]*».*

Quant aux mariages, les jeunes garçons et filles fondent en grande partie leur foyer, comme dit plus haut, avec des conjoints originaires de la même commune. Néanmoins, il y a des échanges de mariage avec les populations des autres communes limitrophes, sans oublier la Tanzanie voisine.

Située dans les dépressions du Nord-Est, la région est favorable à l'installation humaine surtout qu'elle est assez productive sur le plan agricole. On ne peut pas passer inaperçu les émigrants qui se dirigent vers la Tanzanie où la vie semble relativement facile par rapport à notre pays.

Selon, cette femme paysanne interrogée par nous-mêmes, *« Il y a des mouvements journaliers ou hebdomadaires voire mensuels des résidents de la commune qui vont en Tanzanie pour travailler dans les collines afin de gagner l'argent ».*[11]

Ces mouvements pendulaires ont des fois débouché sur des cas d'installations définitives dans ce pays longtemps considéré comme un exutoire des populations burundaises de l'Est et du Sud.

---

[9] Ministère de la planification du développement et de la reconstruction nationale, op. cit., p.5.
[10] Archives communales, Rapport de décembre 2016, p. 3.
[11] NAHIMANA Virginie, cultivatrice de 43 ans, enquête menée sur la colline Kireka, le 21/06/2017.

I.3. Organisation socio-administrative

I.3.1. La subdivision territoriale de la commune

Comme nous l'avons déjà dit, la commune Gisuru est l'une des sept communes qui composent l'entité provinciale de Ruyigi. Elle est subdivisée en *«trois zones et 43 collines. On a Gisuru avec 20 collines, Ndemeka (11 collines) et Nyabitare totalisant 12 collines*[12]*»*.

Tableau 1 : Découpage administratif de la commune GISURU

Zone	*Colline*	*Nombre total*
GISURU	Bunyambo, Gahinga, Gisuru, Itahe, Iteka, Kinama, Kinanira, Kireka, Muhindo, Munyinya, Murehe, Nkurubuye, Intende, Nyabigabiro, Nyarumanga, Rukobe, Rusange, Rutonde, Rwerambere, Iyogero.	20 collines
NDEMEKA	Bugama, Butarangira, Gacokwe, Gakangaka, Kabingo, Kabuyenge, Kavumwe, Musha, Ndemeka, Ruyaga, Taba.	11 collines
NYABITARE	Caga, Kigamba, Migende, Muvumu Mwegereza, Nyabigozi, Nyabitaka, Nyabitare, Nyakivumu, Nyakirunga, Rubanga, Ruhuni.	12 collines

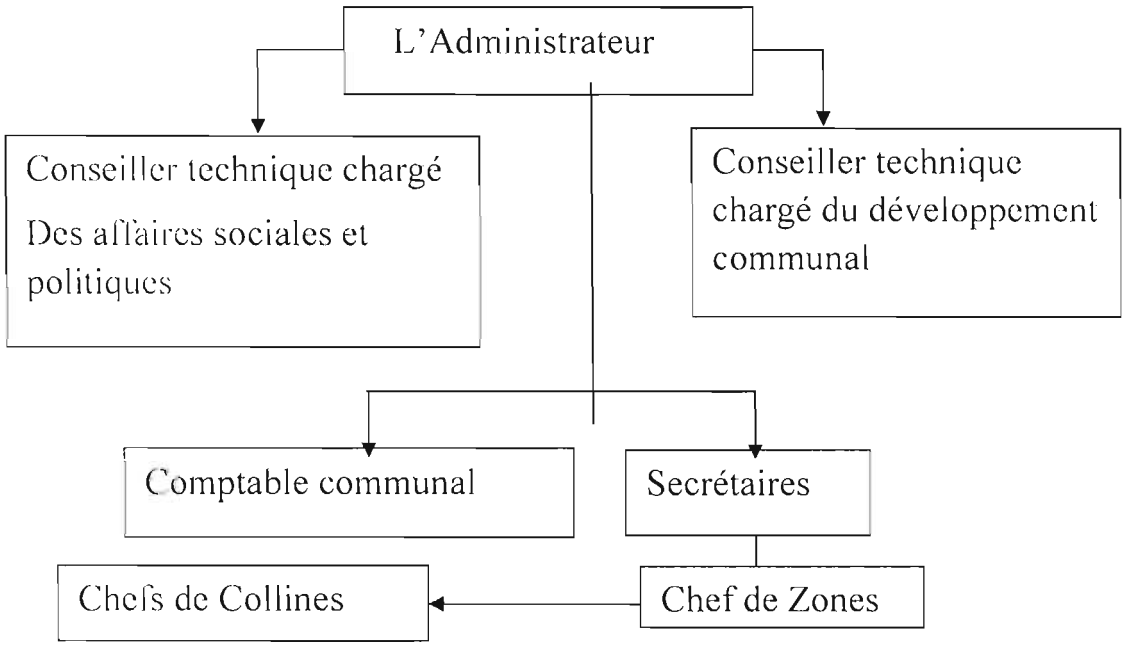
Source : Archives communales, *Rapport* d'octobre 2016, p.7.

[12] Archives communales, *Rapport* d'octobre 2016, p. 7.

I.3.2. Organisation administrative de la commune

A la tête de la commune se trouve l'administrateur. Celui-ci organise les autres domaines de la vie communale. Il est appuyé dans sa fonction par un personnel technique et administratif à la base. L'organigramme ci-après permet une hiérarchisation des fonctions au sein de la commune.

Organigramme administratif de la commune



Source : Archives communales, *Rapport* de décembre 2016, p. 3.

Comme dans le reste du pays, la commune est dirigée par l'administrateur qui est en même temps le secrétaire du conseil communal. Les zones sont dirigées par les chefs de zones, les collines par les chefs de colline. Le rapport d'activités est transmis hebdomadairement de bas en haut de l'organigramme ci-haut présenté, c'est-à-dire que le chef de colline adresse le rapport au chef de zone et enfin le chef de zone à l'administrateur communal.

Comme l'affirme l'administrateur de la commune, *«tous les lundis de la semaine, au chef-lieu de Gisuru se tient une réunion de sécurité du conseil communal avec tous les chefs de zones et les chefs de collines. Cette réunion consiste en l'identification hebdomadaire des problèmes de chaque colline ou son état*[13]*»*.

I.3.3. Du domaine politique

Comme dans l'ensemble du pays, la vie politique est marquée par la démocratie pluraliste au moins depuis 1993, mais elle est malmenée par la série de crises sociopolitiques évoquées dans les pages précédentes. «Les nombreux partis politiques présents à Gisuru sont le CNDD-FDD, le FNL, l'UPRONA, le FRODEBU, le CNDD, l'UPD et le FRODEBU-Nyakuri[14]». Ce multipartisme n'est pas cependant synonyme de paix, car les populations ont dû subir les affres de la guerre, en l'occurrence celle de 1993. Certes, la victoire du CNDD-FDD en 2005 a été bien saluée par la population, sans doute fatiguée par des années de conflits meurtriers. D'après ce paysan interrogé,

«Les habitants étaient fatigués de la situation de guerre où ils étaient régulièrement mobilisés pour veiller la nuit. Nombreux étaient ceux qui étaient convaincus que si ce n'est pas le CNDD-FDD qui remportait, la guerre pouvait recommencer»[15].

Malgré le climat d'insécurité qui règne dans le pays depuis 2015, la commune Gisuru semble épargnée, d'après les avis recueillis sur place. Ainsi, a-t-on entendu :

«De manière générale, on assiste à une accalmie sur l'ensemble de la commune. Il y a peu de gens qui sont arrêtés pour cause politique. Une année,

---

[13] NGENZIRABONA Aloys, Administrateur communal de Gisuru, 39 ans, enquête menée sur la colline Gisuru, le 21 juillet 2016.

[14] NTAKARUTIMANA Eliphase, conseiller technique chargé des affaires sociales, enquêtes effectué sur la colline Gisuru le 5 /6/2017.

[15] RURAHINDA Gordien, cultivateur de 68 ans, enquête menée sur la colline Nyakirunga, le 23 juin 2016.

voire deux ans peuvent même s'écouler sans rencontrer des problèmes liés aux partis politiques ».[16]

I.4. L'économie de la commune

Comme dans d'autres parties du pays, l'économie de la commune Gisuru est basée essentiellement sur l'agriculture et l'élevage. Le petit commerce est l'artisanat peuvent servir d'appuis économiques pour ceux qui les pratiquent. C'est donc une économie basée sur les activités primaires.

I.4.1. L'agriculture

L'agriculture reste une source principale de la vie économique en commune Gisuru. C'est une activité qui génère les produits de consommation et qui alimente les marchés en vivres divers. L'agriculture est dominée par les cultures vivrières, celles dites de rente, les cultures maraîchères et fruitières. Il s'agit d'une agriculture de subsistance pouvant dégager des circuits commercialisables. C'est ce que traduisent les propos de Burikukiye que nous avons interrogé à Nkurubuye :

« On cultive d'abord pour avoir de quoi manger, mais si on reçoit une production supplémentaire, on vend au marché ce qui reste, ce qui nous permet d'acheter des habits, de construire une maison, d'acheter un vélo. Il y a même ceux qui peuvent cultiver sur de grandes étendues et qui reçoivent des récoltes très importantes avec des possibilités d'acheter un véhicule d'occasion ».[17]

Selon le rapport du Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale, « *Les cultures vivrières de la commune Gisuru sont le riz, la banane, le maïs, le manioc, la patate douce, les légumineuses comme le haricot. D'autres cultures comme la pomme de terre, l'arachide, le soja, des céréales comme le sorgho et l'éleusine y poussent bien. Précisons que Gisuru est la deuxième commune productrice des vivriers de la province après Bweru»*[18].

---

[16] MANIRAKIZA Gabriel, cultivateur de 46 ans, enquête effectuée sur la colline Nkurubuye, le 21 juillet 2016.
[17] BURIKUKIYE André, Cultivateur de 54ans, enquête menée sur la colline Ndemeka le 23/05/2016.
[18] Ministère de la planification du développement et de la reconstruction nationale, *Op.cit.*, p. 15.

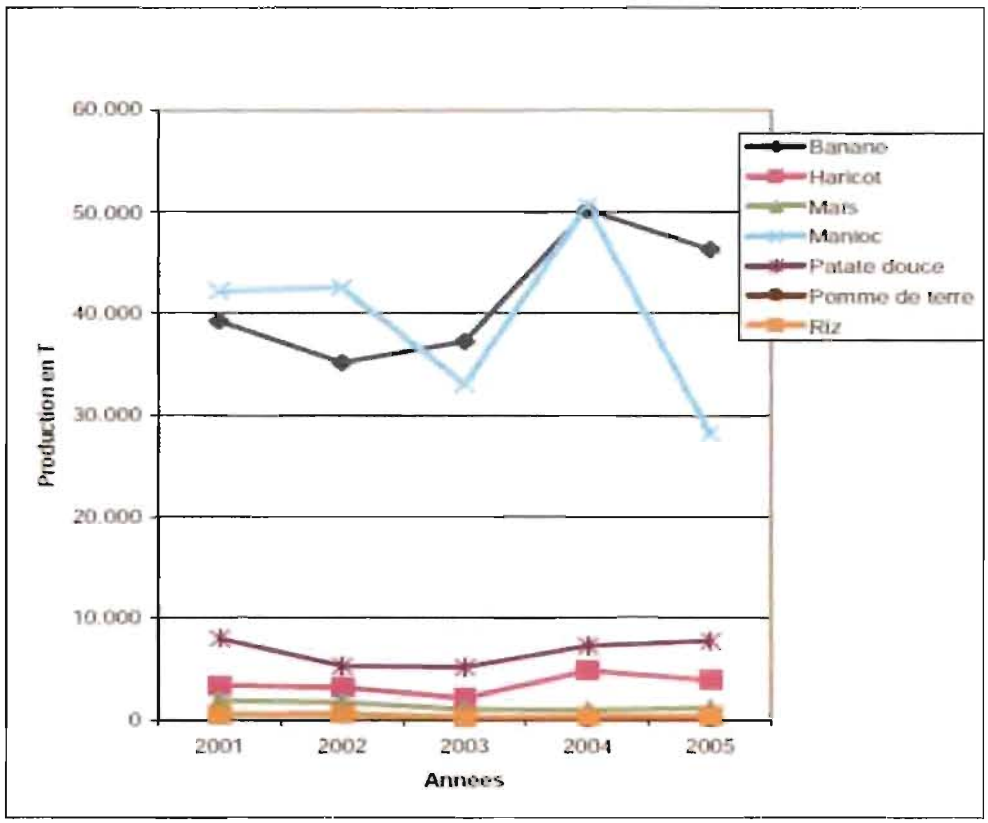
Les produits vivriers sont récoltés en grande partie pendant la saison sèche entre juin et août, hormis les cultures pérennes comme le bananier qui donne des récoltes toute l'année. Grâce aux statistiques disponibles aux archives de la commune, on peut se faire une idée de l'évolution de la production des denrées agricoles, au moins sur une période cinq ans.

Tableau 2: Evolution de la production des cultures vivrières dans Gisuru 2001-2005 (tonnes)

Années / Spéculations	2001	2002	2003	2004	2005	Total	Prod. Moy.	Prop. en %	Class -ment	Ecart	Taux d'accroi-ssement en %
Banane	39.289	35.211	37.269	50.252	46.399	20.8420	41.684	44,6	1ère	7.110	18
Haricot	3.399	3.165	2.133	4.830	3.904	17.431	3.486	4	4ème	505	15
Maïs	1.921	1.746	1.068	1.005	1.207	6.947	1.389	1,4	5ème	-714	-37
Manioc	42.228	42.568	33.107	50.660	28.300	196.860	39.373	42,2	2ème	-13.928	-33
Patate douce	7.962	5.260	5.157	7.260	7.733	33.372	6.674	7	3ème	-229	-3
Pomme de terre	571	615	253	148	145	1.732	346	0,3	7ème	-426	-75
Riz	571	615	253	350	400	2.189	438	0,4	6ème	-171	-30
Production totale annuelle	95.911	89.180	79.240	114.505	88.088	466.954	93.390	100		-7.853	-8

Source : Archives communales, *Rapport annuel de 2006*, p.14.

Graphique 1: ***Evolution de la production des cultures vivrières (2001-2005)***



Source : Graphique réalisé à partir des chiffres du tableau n°2.

Les cultures d'exportation y sont plutôt rares, puisqu'on n'enregistre que la production du caféier, au demeurant faible. En effet, le café cultivé n'est pas bien entretenu suite à son prix variant d'année en année. Aussi ses revenus sont jugés inférieurs à ceux d'autres produits agricoles vendus sur place. La tendance est à l'abandon d'une culture très exigeant sur le plan agronomique.

Burikukiye, déjà interrogé, est catégorique :

«On ne peut pas perdre du temps en cultivant le café, car celui-ci exige beaucoup d'entretiens et demandent plus d'une année de travaux pour donner la production. On préfère cultiver du riz ou de l'arachide qui produisent très rapidement. Même si on compare le prix du haricot par le kilo, le café est moins avantageux par rapports aux produits vivriers de manière générale ».[19]

[19] BURIKUKIYE André, *Idem*.

Ce que nous avons constaté est que sur certaines collines sur lesquelles a porté notre enquête, en l'occurrence Munyinya, Bunyambo, Nyakirunga et Ndemeka, il y a beaucoup de champs de café abandonnés. Nombreux sont les caféiers qui ont été arrachés au profit des cultures vivrières.

I.4.2. L'élevage

L'élevage est une activité complémentaire à l'agriculture. Le fumier en provenance de l'élevage est utilisé dans les champs et l'herbage des champs sert à nourrir le bétail. Aussi, « *Quand le moment de semi arrive et qu'on se trouve dans une pénurie de semence, on peut vendre une chèvre pour s'en procurer au marché* ».[20]

L'élevage pratiqué à Gisuru est de type traditionnel et est constitué de bovins, caprins, ovins et de la volaille. Sauf le gros bétail, le reste des animaux domestiques bénéficient rarement de soins vétérinaires de base et n'ont pas de suppléments alimentaires.

La vache de type ankolé est la race bovine la plus représentée à Gisuru. Des tentatives d'en améliorer la productivité sont observables à travers l'introduction de nouvelles races par croisement ou par insémination.

Même s'il semble négligé, le petit bétail joue un rôle important dans l'économie des ménages. C'est l'avis de notre informatrice : « *L'argent tiré de sa vente permet d'acheter des habits, payer des frais scolaires ou effectuer d'autres petites dépenses ; on peut même s'acheter des boissons sans vendre les produits agricoles* ».[21]

---

[20] NYABENDA Nathalie, cultivatrice de 58ans, enquête menée sur la colline Rubanga, le 25/05/2016.
[21] *Ibidem.*

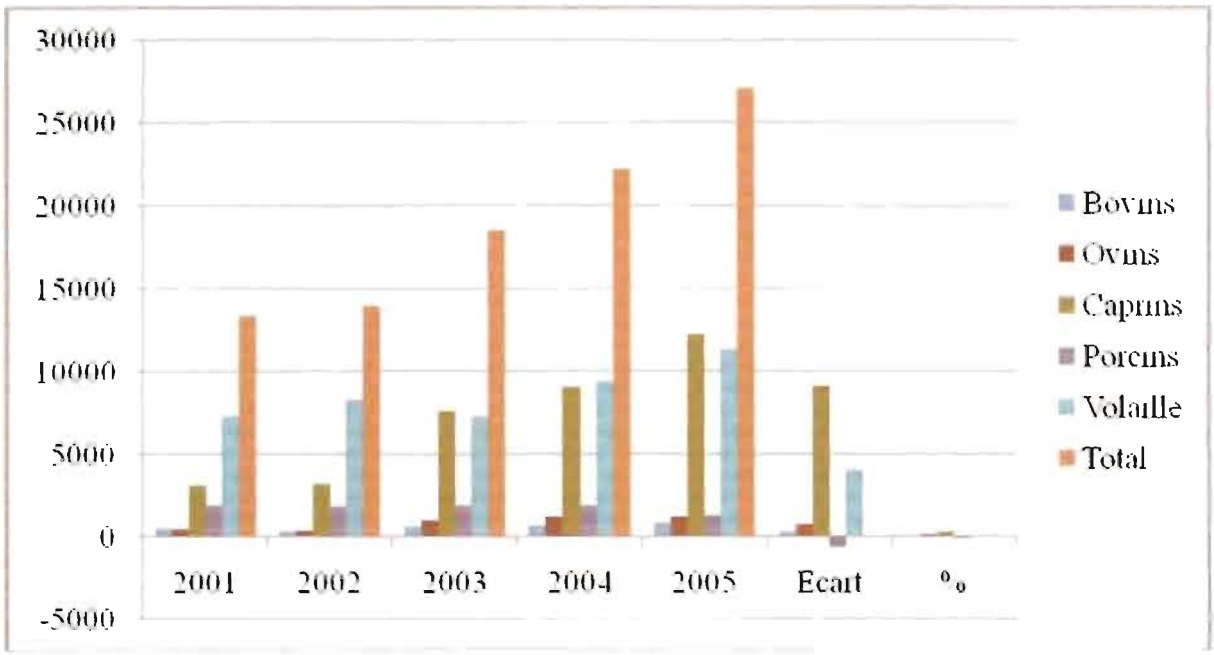
Au niveau de la commune, *« l'importance numérique des animaux d'élevage se présente de la manière suivante : caprins avec 12 344 têtes ; volaille : 11 374 ; ovins 1 247 têtes ; porcins : 1 311 animaux ; bovins : 830 têtes et enfin bovins avec un effectif de 830 bêtes. Il s'agit des statistiques de 2005*[22]*».*

Tableau 3: Evolution des espèces animales (2001-2005)

Années / Espèces	***2001***	***2002***	***2003***	***2004***	***2005***	***Ecart***	***%***
Bovins	527	336	628	684	830	303	57,4
Ovins	460	359	972	1208	1247	787	171
Caprins	3184	3226	7640	9074	12344	9160	287,6
Porcins	1912	1811	1950	1886	1311	-601	-31,4
Volaille	7319	8291	7335	9408	11374	4055	55,4
Total	**13402**	**14023**	**18525**	**22260**	**27106**		

Source : DPAE Ruyigi, chiffres du *Rapport annuel* pour la période considérée.

Graphique 2: Importance numérique par espèce animale



[22] DPAE Ruyigi, Rapport annuel pour 2005, p. 35

Au vu de ces statistiques, et compte tenu des méthodes rudimentaires utilisées dans cette activité pastorale, il est aisé de conclure que l'élevage en commune Gisuru reste une activité peu développée. Toutefois, en plus que les champs en profitent par son apport en fumier, le petit élevage permet d'obtenir facilement de l'argent nécessaire à l'achat des biens de première nécessité.

I.4.3. Le commerce

Dans la commune Gisuru, le commerce n'est pas une activité beaucoup développée. Il est souvent dominé par des échanges qui se font entre les habitants de la même commune et des habitants des communes voisines. Soulignons qu'il y a des échanges clandestins qui se font avec la Tanzanie. Ces échanges sont souvent animés par la vente et l'achat des produits vivriers et des produits manufacturés. Le moyen d'échange est la monnaie en francs burundais et en shilling Tanzanien.

Entre deux partenaires, le vendeur dispose du produit en nature et reçoit de l'argent, tandis que l'acheteur possède de l'argent, et en échange il reçoit le produit en nature. Les lieux où se font les échanges en commune Gisuru sont les marchés et les boutiques.

« Les marchés y sont moins développés puis qu'il n'y a aucun marché moderne. Les marchés disponibles sont rustiques. C'est le cas de Kabuyenge, Kibande, Nyabitare, Gisuru, Kayogoro et Kavumwe ».[23]

---

[23] Archives communales, Rapport du mois de mars 1991, p. 7.

Tableau 4: Calendrier de ces marchés

Marchés	***Jours des marchés***
Gisuru	Mercredi
Nyabitare	Dimanche
Kayogoro	Vendredi
Kibande	Lundi
Kavumwe	Jeudi
Kabuyenge	Mardi

Source : Archives communales, Rapport du mois de mars 1991, p. 7.

Quant aux boutiques, elles sont éparpillées sur toutes les collines, mais sont d'importance inégale. Dans tous les cas, *« Ces marchés et boutiques contribuent beaucoup dans les recettes communales; des taxes et impôts sont perçus dans ces endroits ».*[24]

Les produits vendus dans ces échoppes sont les produits vivriers, le sel, le savon, le sucre, quelques ustensiles de cuisine, les habits et d'autres produits divers.

En effet, Gisuru n'a pas de routes goudronnées ; elle dispose de la seule route principale qui la relie à la Tanzanie. Des pistes cyclables le relient avec les chefs-lieux des autres communes de la province. Malgré leur modicité, ces pistes permettent tant bien que mal la circulation des produits agricoles, d'élevage ou des biens manufacturés en provenance des centres urbains.

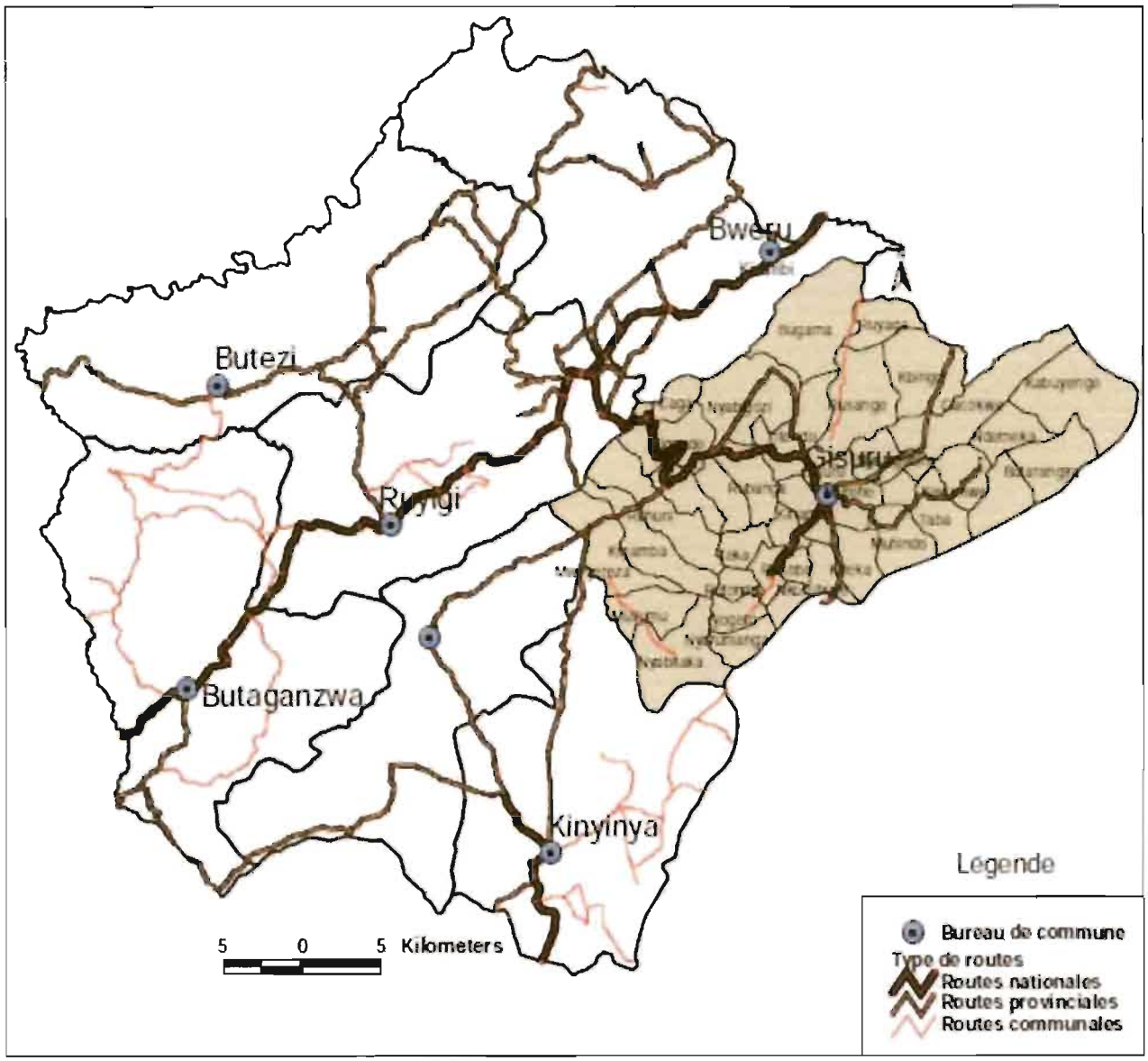
« L'essentiel du surplus commercialisable empreinte le réseau routier (sur la tête, sur le dos, à vélo et à moto) et très rarement par véhicule».[25]

[24] NGENZIRABONA Aloys, administrateur communal, enquête menée sur la colline Gisuru, le 21/11/2017

[25] NYABENDA Jérémie, comptable de la commune, 52 ans, enquête menée sur la colline Gisuru, le 29 octobre 2017.

A en croire nos informateurs, nous l'avons également observé, *« La limitation des quantités transportées eu égard aux moyens utilisés, l'absence des grands commerçants propriétaires de véhicules, ainsi l'impraticabilité des routes et pistes rurales justifient la faiblesse des quantités de produits offerts sur les marchés de la commune».*[26]

Carte 2 : Carte du réseau routier de Gisuru



[26] Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale, *Op. cit.*, p. 52.

I.4.4. Les principaux facteurs favorables au développement local

La commune détient certains avantages pouvant permettre son développement. Il s'agit entre autres de la faible densité moyenne pouvant lui permettre de dégager des terres à emblaver, la présence des matériaux de construction (argile, sable, moellon et latérite), la présence des agents de développement comme les projets, les ONGs, les services étatiques décentralisés, des associations des jeunes encadrés par des ONGs, etc.

Conclusion partielle

Située dans la région des dépressions du nord-est du Burundi au Kumoso et limitrophe avec la Tanzanie, Gisuru est l'une des sept communes de la province Ruyigi.

Grâce à sa situation géographique, la commune Gisuru connaît une forte mobilité des populations, surtout en situation de crise comme celle de 1993. Son taux de natalité est élevé si bien qu'en 2016, la commune affichait une densité de 245,4 hab/km^2, avec une population totale de 132.700 habitants. Son économie est en grande partie basée sur l'agriculture centrée sur les cultures vivrières comme le maïs, haricot, arachide, riz, manioc, etc., l'élevage de bovins, d'ovins, de caprins, porcins et volaille vient en complément à cette activité essentiellement de subsistance. Le petit commerce permet l'échange et la circulation des produits agricoles et d'élevage, en plus de quelques produits manufacturés vendus dans de petites boutiques disponibles sur presque toutes les collines.

En définitive, malgré l'impraticabilité de l'endroit suite au manque de routes biens construites, le fait pour la commune de disposer des terres cultivable vacantes et d'être une commune de transit et de départ pour ceux qui veulent franchir la Tanzanie constituent des facteurs favorables à son développement.

Il n'en est reste pas moins que le niveau de vie des populations reste faible et que les infrastructures routières manquent cruellement.

CHAPITRE II : LA CRISE DE 1993 EN COMMUNE GISURU

Introduction

La crise de 1993 retient notre attention par son ampleur et par la gravité des dommages matériels et humains qu'elle a occasionnés, tant au niveau national que local. Si personne n'avait prévu l'éclatement de ce conflit fratricide, *«les signes annonciateurs de cette tragédie étaient détectables au cours de la campagne qui a précédé les élections de juin*[27]*»*.

Selon l'historien français Jean-Pierre Chrétien : « *La campagne présidentielle a en effet était marquée par la remontée d'opposition virulente entre Hutu et Tutsi au moins sur le plan verbal. Les cicatrices mal fermées laissées par la tragédie de 1972, les frustrations sociales de nombreux petits cadres Hutu militant dans le FRODEBU, l'analphabétisme encore massif défavorisant les adhésions idéologiques au profit des solidarités de naissance expliquent entre autres le poids des sensibilités "ethniques" malgré cinq ans de pédagogie d'unité nationale* [28]*»*.

Il n'était pas rare en effet que des meetings tenus localement aux chefs-lieux des communes soient agressifs avec des slogans téméraires. Les partisans de l'UPRONA, parti rival du FRODEBU, étaient les principales victimes de l'agression.

Au-delà des considérations générales sur la genèse et l'expression de cette crise aux tournures tragiques, nous voulons l'étude de ses manifestations à Gisuru, notre zone d'étude.

---

[27] MANIRAKIZA E., *La diffusion de l'enseignement primaire et secondaire en commune Bukeye entre 1965 et 2017*, UB. FLSH, Bujumbura, décembre 2017, p.55.

[28] CHRETIEN J. P., *Le défis de l'ethnisme. Rwanda et Burundi : 1990-1996*, Paris, Karthala, 1997, p. 51.

II.1. La commune Gisuru à la veille de la crise

II.1.1. Contexte politique

Depuis son unification, le Burundi fut dirigé par des rois. La monarchie burundaise aurait commencé au XVII^{éme} siècle pour se terminer en 1966 avec le renversement du jeune roi Ntare V par un coup d'Etat militaire conduit par le capitaine Michel Micombero. Jusque-là, notre pays n'avait pas connu de conflits à caractère ethnique, malgré la présence de quatre catégories sociales faites de Hutu, Tutsi, Ganwa et Twa. J. Gahama l'affirme en ces termes : « *Dans la période précoloniale, la population se composait en réalité de quatre catégories sociales qui vivaient ensemble, parlant la même langue et partageant la même culture : les Bahutu, les Batutsi, les Baganwa et les Batwa* ».[29]

Avant la pénétration européenne, « *le conflit burundo-burundi qui fut très meurtrier est le conflit de 1870 entre les Batare et les Bezi qui fut un conflit de succession au pouvoir* ».[30]

On sait que pour pouvoir pénétrer le pays, les Allemands ont eu recours à la violence, c'est une guerre qui a duré plus de cinq ans et le Burundi fut soumis à la domination de cette puissance européenne avec le traité de Kiganda du 6 juin 1903.

« *A partir de 1916, le Burundi est sous la domination belge. Dans leur politique, pour pouvoir dominer les Burundais sans problème, les Belges ont continué la politique de « divid at impera » qui consistait à « diviser pour mieux régner* ».[31]

Cette politique a renforcé le conflit de régence qui existait entre les Bezi et les Batare, en même temps qu'elle allait être à l'origine de la fracture sociale ultérieure.

---

[29] GAHAMA J., *le Burundi sous administration belge, la période du mandat 1919-1939*, Paris, Karthala, 2001, p. 243.
[30] MWOROHA E., *Histoire du Burundi des origines à la fin du XIX^{éme} s*, p. 231.
[31] GAHAMA J., *Le Burundi sous mandant belge*, Paris, Karthala, 1982, p. 25.

C'est en effet à l'occasion des différentes réorganisations administratives et politiques que *«des Hutu et Tutsi ne devenant pas fervents à l'église catholique furent éliminés progressivement du pouvoir jusqu'à ce qu'aucun d'eux ne reste dans les institutions du pouvoir*[32]*»*. C'est ainsi qu'après l'indépendance du Burundi, les divisions sociales continuèrent à s'aggraver sur fonds de clivages ethniques.

En novembre 1966, c'est la fin du pouvoir monarchique au terme à un coup d'Etat militaire, comme nous l'avons vu. A partir de cette période, le Burundi connaîtra des crises cycliques qui ont coûté beaucoup de vies humaines et occasionné beaucoup de dégâts matériels visant surtout la destruction des infrastructures publiques. Il va sans dire que *«ce petit pays de la région des grands lacs s'est illustrée depuis une trentaine d'années par des violences ethniques qui ont entrainé la mort et l'exil de plusieurs millions de personnes*[33]*»*.

«Mais c'est la tragédie de 1972 qui inaugura le cycle de violences qui se répètent en 1988 pour atteindre leur paroxysme en 1993[34]*»*.

II.1.2. Structures sociales de la Commune Gisuru

Pour rappel, le Burundi connaît quatre composantes sociales souvent confondues à tort avec les «ethnies». Il y a des Bahutu, des Batutsi, des Batwa et des Baganwa. Ces catégories vivaient éparpillées sur toutes les collines du pays, en répartition inégale selon chaque catégorie. Disons d'emblée qu'il est objectivement difficile de se livrer à ce sujet à des jeux de statistiques d'autant plus que aucun recensement ethnique n'a été réalisé dans notre pays.

---

[32] GAHAMA J., *Le Burundi sous mandant belge*. Paris, Karthala, 1982, p. 25.
[33] CHRETIEN J. P. et MUKURI M., *Burundi, la fracture identitaire, logique de violences et certitudes "ethniques" (1993-1996)*, Paris, Karthala, 2002, p. 135.
[34] CHRETIEN J. P., *Histoire retrouvée. 25 ans de métier d'historien en Afrique*, Paris, Karthala, 1993, p. 34. Pour ce qu'on appelle pudiquement les événements de 1972, lire avec intérêt J.P. Chrétien et J.F. Dupaquier, Burundi 1972. Au bord des génocides, Paris, Karthala, 2007.

Tous les témoins reconnaissent que *«les deux « ethnies » Hutu et Tutsi ont depuis longtemps entretenu de relations très étroites et se mariaient entre elles*[35]*»*.

Si on admet que la notion d'ethnie renvoie à des groupes de personnes partageant la même langue, le même territoire, bref, une histoire identique, on en déduirait objectivement que dans ce cas, notre pays n'aurait qu'une ethnie, celle des Barundi. Il est aujourd'hui admis que l'ethnisation de la société burundaise fut l'œuvre de la colonisation surtout belge pour des raisons idéologiques. D'après J. Gahama, « *Nombre d'auteurs belges se sont plu à présenter le Burundi comme un pays où deux «ethnies » sont en opposition constante : les Bahutu et les Batutsi. C'est là une erreur, née dès le début de la colonisation et entretenue même de nos jours »*[36].

Le piège a fini par se refermer sur notre société l'élite ayant fait siennes ces fausses identités pour des raisons d'intérêt. Par exemple, nous avons interrogés des anciens écoliers de 1991-1992. Presque tous disent qu'ils n'étaient pas à l'époque au courant de l'existence des ethnies au Burundi.

« La crise a éclaté quand j'étais en 2ème année primaire. A cette époque, je ne savais pas qu'il y a des divisions sociales entre les mêmes citoyens : les Burundais. Je l'ai constaté quand on m'a dit qu'il y a des Hutu qui commencent à tuer des Tutsi et que les Tutsi sont en train de fuir pour aller dans des camps militaires pour leur protection. Le jour de son éclatement, notre instituteur nous a dit de rentrer chez nous et de ne pas nous séparer, sauf quand on arrive à la maison».[37]

Au niveau des collines, les Bahutu et les Batutsi partagent la même misère et ressentent les pressions de l'Etat de la même manière. Mais les crises successives ont fini par briser ce sentiment de concorde nationale. Les Bahutu se disaient être en grand nombre et finirent par se révolter contre la minorité

[35] NDIKURIYO Canesius, cultivateur de 83 ans, enquête menée sur la colline Gacokwe, le 24 mai 2015
[36] GAHAMA J., *Le Burundi sous administration belge, la période du mandat 1919-1939*, Paris, Karthala, 2ème édition 2001, p. 243.
[37] NIYONZIMA Viateur, cultivateur de 32 ans, enquête menée sur la colline Itaba, le 25 juillet 2017.

tutsi accusée de les avoir éliminés systématiquement dans les institutions, même si tous les Tutsi ne sont pas entrés dans ce jeu d'exclusion et que certains Bahutu ont été intégrés dans les pouvoirs successifs.

Mais globalement, *« L'enrôlement dans l'armée nationale était favorablement accepté à certains mais difficile pour les autres. Les postes politiques étaient dominés par les Tutsi et beaucoup de Hutu étaient très mécontents. De plus, les conséquences des crises de 1972 et de 1988, celle de Ntega-Marangara ont alimenté la haine dans la majorité Hutu».*[38]

Pour une certaine élite hutu, les années 1990-1992 furent marquées par un climat de peur, parce qu'ils craignaient que les erreurs du passé pouvaient se reproduire. C'est pourquoi elle prônait une adhésion massive à des partis hutu, surtout le Frodebu, le seul moyen pour elle de se libérer de la domination tutsi.

Même si le milieu intellectuel était plongé dans un climat de peur lié au contexte politique qui a précédé les élections de juin 1993, rien ne présageait une crise d'une telle ampleur. Les Tutsi ne pensaient pas que des Hutu pouvaient répondre à la mort de Ndadaye par l'organisation des tueries de masse sur les collines. De même, les Hutu n'avaient pensé à la répression militaire et aux atrocités commises par des jeunes tutsi surtout en milieu urbain.

Pour revenir sur Gisuru, tout le monde dit avoir été surplus par les événements dans une commune longtemps caractérisée par une cohabitation pacifique entre ses populations, toutes catégories confondues. Mais nous verrons que cette cohésion sociale ancienne va être mise à mal par le conflit de 1993.

II.1.3. Changements dus au processus démocratique des années 1990

En 1992, après l'adoption de la Charte de l'unité nationale, le Burundi se lance dans le multipartisme. «*Le 05 février 1992, sous l'impulsion d'une politique*

[38] KARIWABO Daniel, Instituteur D7, 45 ans, enquête menée sur la colline Nkurubuye, le 25 mai 2016.

innovatrice du Major Pierre BUYOYA, les Burundais signent la charte de l'unité nationale».[39]

Ainsi vont se créer des partis politiques sous différentes formes, certains à vocation ethnique. La marche vers la démocratie venait toutefois d'être déclenchée au niveau national.

C'est dans un climat de bonne ambiance que les propagandes furent organisées à travers le pays en 1993. « *Contents de l'occasion qui allait leur permettre de se débarrasser du pouvoir tutsi, les Hutu se sont rapidement mobilisés, convaincus que c'était leur tours*».[40]

Mais la situation allait vite s'envenimer. Des propagandes haineuses déversées dans la presse écrite locale ont accentué la crise. Comme le font remarquer judicieusement ces auteurs :

« *La préparation des élections présidentielles du 1er juin 1993 a favorisé l'introduction des thèmes ethniques dans la campagne électorale. L'Aube de la Démocratie évoquait les crises de 1965 et 1972 durant lesquelles les régions avaient fait massacrer l'élite hutu. Insidieusement, le journal invitait les Hutu à voter pour un candidat de leur ethnie. De leur côté, l'Indépendant et le carrefour des idées laissaient entendre que le FRODEBU était l'allié du PALIPEHUTU, le parti extrémiste Hutu ce qui renforçait l'ethnisation de la compétition électorale*»[41].

Avec l'instrumentalisation des campagnes électorales par les acteurs politiques, les propagandes ont été caractérisées par des injures, d'agressions des uns contre les autres. « *Cette instrumentalisation des crevages identitaires constitue le cheval de baille du parti principal de l'opposition (FRODEBU SAHWANYA) tout au long de la campagne électorale* »[42].

---

[39] CHRETIEN J. P. et MUKURI M., *Op. cit.*, p. 149.
[40] Barimaso Claver, cultivateur de 44 ans, enquête menée sur la colline Gacokwe, le 23/05/2016.
[41] CHRETIEN J. P. et MUKURI M., *Op. cit.*, p. 351.
[42] KIRAMIRANA E., *Du rapport entre la démobilisation, la résolution pacifique des conflits avec les droits de l'homme, DESS en Droits de l'homme et résolution pacifique des conflits*, Université du Burundi, Bujumbura, 2008, p. 4.

En réalité, les propagandes se sont déroulées dans un climat de tension, mais « *Malgré l'ethnisation de ces propagandes, mais ces dernières ont été caractérisées par une bonne cohabitation et une liberté d'expression pour tous les partis en compétition*»[43].

***Tableau 5*: Résultat des élections présidentielles du 1 juin 1993 : Résultat du scrutin en commune Gisuru**

Nombres d'inscrits	Nombres de votants	% des votants par rapport aux inscrits	Nombres et % des suffrages exprimés par candidat						Nul
			P. Buyoya		M. Ndadaye		P. CL. Sendegeya		
			voix	%	voix	%	voix	%	
21842	20503	93.85%	5636	27,48	13823	67,41	559	2,72	415

Source : Le quotidien burundais d'informations, Résultat du scrutin par commune : élections présidentielles du 1[er]juin 1993, p. 4.

Le parti qui a remporté les élections au niveau national, a opéré des changements des organes et institutions sociales déjà en place, ce qui a engendré un mécontentement généralisé chez les fonctionnaires, surtout de l' « ethnie » tutsi, visés par la mesure.

[43] SIMBATOHANA Vénérand, administrateur de la commune en 1992, 62 ans, enquêté Gisuru, le 25/05/5016.

II.2. Les secousses de la crise de 1993

II.2.1. Rappel des faits

La crise de 1993 qui a commencé avec l'assassinat du Président Melchior Ndadaye a entrainé des bouleversements sociaux avant d'avoir des conséquences graves sur l'économie du pays. Parmi ses conséquences sociales, on note des milliers de morts victimes des massacres sélectifs opérés sur les collines par des extrémistes hutu déterminés à « venger » le président. « *...il a été en effet assassiné le 21 octobre 1993 au cours d'un coup d'Etat qui a déclenché une guerre civile entre les Burundais, entrainant beaucoup de morts innocents. Ce coup d'Etat a été opéré après 102 jours de son pouvoir* ».[44]

L'arrivée au pouvoir du président Melchior Ndadaye était perçue par une centaine d'opinion comme une revanche hutu près de 30 ans de pouvoir dominé par la minorité tutsi[45]. Des brusques changements résultant de sa victoire angoissaient une partie de la population. De plus, durant des décennies, aucun Hutu n'avait accédé à la magistrature suprême du pays. Le gouvernement qu'il avait formé et qui était à majorité hutu comprenait toutefois des Tutsi, dont le Premier ministre Sylvie Kinigi. Depuis la tentative du putsch du 03 juillet 1993 mené par des officiers dirigés par Sylvestre Ningaba, des rumeurs de renversement du jeune régime circulaient dans certains milieux. C'est la nuit du 21 octobre 1993 qui fut fatal, puisque le Président Ndadaye est arrêté, avec bon nombre de ses proches collaborateurs, pour être assassiné quelques heures après.

Les forces armées burundaises qui s'étaient pourtant bien comportées durant la campagne électorale de juin 1993 surprenaient le monde entier dans cette nuit en tirant des obus sur le palais présidentiel.

---

[44] MURINDANGABO F., *Op. cit.*, p. 34.

[45] Le reversement du dernier jeune monarque, Charles Ndizeye, par M. Micombero, un officier du sud du pays, inaugure un long règne des Tutsi de Bururi. Désormais le changement de pouvoir s'opère par coups d'Etat entre les officiers de la même région, s'ils ne sont pas de la même commune Rutovu.

Au sein de la population, c'est le début de la haine, de peur et de méfiance réciproque dans un véritable chao politique d'autant plus que personne ne voulait assumer le putsch. Presque pour la première fois dans l'histoire récente du pays, « *Le fossé de peur et de haine ainsi creusé a traumatisé cette fois la population au-delà des cercles restreints de politiciens de la capitale* »[46].

L'éclatement du gouvernement et l'absence d'autorité n'ont pas arrangé les choses. « *Des membres du gouvernement restent terrés dans les ambassades occidentales. D'autres sont à l'étranger. Le 22/10/1993, Jean Minani, Ministre de la santé publique proclame déjà un gouvernement burundais provisoire en exil à Kigali. Ni celui-ci, ni celui légal « en exil » à l'ambassade de France à Bujumbura ne prend les commandes du pays. La nation manque de guide à un moment où la présence de l'autorité est particulièrement nécessaire* »[47].

Personne ne pouvait donc calmer les esprits déjà ébranlés par la mort du président et redresser la nation plus que divisée. En conséquence, la population a fini par s'entretuer et le carnage atteignit tout le territoire national, même s'il y a des régions qui ont souffert plus que d'autres.

II.2.2. Une crise humanitaire sans précédent

Impossible de faire le bilan de cette tragédie. Mais le moment fut dramatique pour l'ensemble du pays. Des milliers d'innocents Tutsi furent massacrés par leurs frères Hutu. « *Dans bon nombre d'endroits, les tueries des Tutsi ont été faites systématiquement sans que soit sauvegardée la moindre place de leur part. Des familles entières ont été ainsi éteintes. Qu'il s'agisse des vieux et vieilles, des jeunes gens, des jeunes filles ou des jeunes garçons, des enfants mâles ou femelles, des bébés encore allaités au sein de leurs mères, etc., tous étaient massacrés. La logique du génocide, celle de faire disparaître toute*

[46] CHRETIEN J.P., Burundi, *Histoire retrouvée*, Paris, Karthala, 1993, p. 456.
[47] NDUWAYO G, *La crise d'octobre 1993, essaie d'interprétation*, Mémoire, FLSH, Bujumbura, 1994, p. 79

l'ethnie Tutsi a poussé les tueurs à éventrer les femmes enceintes pour s'assurer que les enfants qu'elles portaient mourraient avec leurs mères ».[48]

La période d'octobre et décembre 1993 coïncide avec des révoltes sporadiques et opératoires des Hutu contre les Tutsi sur les collines. *«A leur tour, dès janvier 1994, les Tutsi soutenus par l'armée se sont vengés indistinctement contre les tueurs des leurs. Ces massacres ont été plus meurtriers dans certaines provinces que dans d'autres, surtout là où l'intervention militaire a été absente*[49]*».*

Face à cette insécurité grandissante, une partie de la population a pris la fuite et a constitué des camps des déplacés intérieurs sous la protection des forces de l'ordre. Une autre partie décide de s'exiler dans les pays voisins comme la Tanzanie, le Rwanda ou la RDC à la recherche de la sécurité. « *Des milliers de personnes s'étaient enfuies en Tanzanie, au Zaïre et décrivaient des scènes atroces aux journalistes venus les interroger »*[50].

La guerre de 1993 n'a fait que gonfler les effectifs des réfugiés des années 1972 et 1988 déjà installés en Tanzanie, ce qui a débouché ainsi sur la constitution de nouveaux camps de réfugiés dans ce pays voisin comme Mtendeli, Nduta, Lukole, Kanembwa, etc. « *Selon plusieurs sources émanant des organisations humanitaires, plus de 600.000 Burundais auraient quitté le pays après l'assassinat du président Melchior Ndadaye. De l'avis de World Refugee Rurvey, en 1995, il en restait encore 440.000 au Zaïre et en Tanzanie »*[51].

Ces mouvements forcés de la population vont compliquer la situation des victimes déjà précaires. « *Il était difficile de rejoindre nos collines natales, car si les Hutu nous apercevaient, ils allaient nous couper les têtes. Nous avions eu tellement peur à telle enseigne que voir un Hutu correspondait a la fuite, même si ce dernier n'avait pas l'intention de nous tuer. En réalité, on avait*

---

[48] CHRETIEN J. P. et MUKURI M., *Op. cit.*, p. 135.
[49] NTAKARUTIMANA Eliphase, conseiller technique chargé des affaires sociales, enquête effectuée sur la colline Gisuru, le 7/6/2017.
[50] CHRETIEN J. P., *Op. cit.*, p. 424.
[51] CHRETIEN J. P. et MUKURI M., *Op. cit.*, p. 228.

tellement peur. Pour accéder à nos champs, nous devrions être accompagnés par des militaires », martèle ce paysan de Gisuru que nous avons approché.[52]

En commune Gisuru, on distingue trois sites de déplacés, à savoir Kabuyenge, Musha I et Musha II[53]. Cette commune a été sérieusement touchée par les mouvements des populations des provinces intérieures qui voulaient rejoindre la Tanzanie. Elle servait donc de transit et de point stratégique pour ceux qui voulaient franchir les frontières de l'est du pays.

II.2.3. Milices et mouvements armés ou expression d'un Etat en délinquance

Juste après la publication des résultats électoraux, des manifestations pro-tutsi furent organisées contre le verdict des urnes. Fonctionnaires, étudiants de l'université du Burundi et élèves des secondaires de la capitale Bujumbura se mobilisèrent pour réclamer l'annulation pure et simple des résultats qualifiés de recensement ethnique.

Parallèlement, après l'assassinat du président Melchior NDADAYE, des mouvements armés hutu se sont d'abord organisées dans les quartiers de Kamenge et Kinama considérés comme des quartiers à majorité hutu. «*Ils sont encadrés et entraînés par des éléments qui ont déserté l'ISCAM et certains leaders Hutu convaincus que le retour à la démocratie passait par la lutte armée*[54]». Ces mouvements ont été à l'origine des rébellions hutu comme celles du CNDD-FDD et du CNDD qui s'ajoutaient au mouvement PALIPEHUTU présent sur le terrain depuis 1982.

Ces mouvements rebelles rivalisaient pour s'établir sur l'ensemble du territoire afin de faire jouer leur influence en cas de négociations politiques. On les retrouvait également à l'est du pays, Gisuru, compris. Nous avons approché un ancien rebelle du CNDD-FDD pour nous enquérir de leur organisation para-militaire.

---

[52] NIYUNGEKO Patrice, cultivateur de 40 ans, enquête menée sur la colline Gisuru, le 23 juin 2016,
[53] NTAKARUTIMANA Eliphase, Conseiller technique chargé des affaires sociales, 53 ans, enquête menée sur la colline Gisuru, le 21/6/2017.
[54] SIMBATOTIANA Vénérand, enseignant de 62 ans, enquête menée sur la colline Gisuru, le 25 mai 2016

« Avant d'être armés, nous utilisions des planches en forme de fusils pour nous exercer au port d'armes à feu. On faisait beaucoup d'exercices d'entraînement au combat contre les Tutsi. En réalité, nous avions dans un premier temps utilisé les machettes, les serpettes, les bâtons ou gourdins, les lances, etc. parce qu'on n'avait pas des fusils»[55].

Vers la fin de l'an 1994, ces mouvements armés Hutu ont pu se constituer en une rébellion dotée de fusils et d'autres armes de différents calibres.

Quant aux tutsi, rescapés des massacres sélectifs d'octobre 1993, ils se rassemblés dans des camps des déplacés et ont formé des milices pour se protéger contre des attaques des rebelles hutu. C'est ainsi que va naître une milice appelée "sans échec" ou "sans défaite" qui opérait surtout dans les différents quartiers de la capitale Bujumbura.

Dans la zone de notre étude, il était difficile de distinguer les "sans échecs" et les vrais militaires de l'armée nationale. Les forces de l'ordre étaient en effet souvent aidées par les "sans échecs" dans leurs opérations contre les mouvements armés Hutu. C'est cela qui les distinguait des mouvements armés Hutu qui opéraient clandestinement et se repliaient dans leurs cachettes au moindre contact avec l'armée régulière.

Désormais, travailler aux côtés des forces de l'ordre était un gage de sécurité pour les jeunes tutsi. C'est ce que suggère ce témoignage recueilli au cours de nos enquêtes : *« La plupart de nos jeunes ont été enrôlés dans l'armée nationale. Nous les avons laissés partir parce que rester à la maison était également risquant. Nous craignions que des Hutu mécontents puissent revenir les massacrer comme ils l'avaient fait en octobre 1993 ».*[56]

Dans leurs pratiques, que ce soient les mouvements armés hutu ou les milices tutsi, tous ont semé la désolation. Ils s'appuyaient sur l'idéologie ethnique très forte dans la capitale où différents quartiers sont devenus purement Hutu et d'autres purement Tutsi au terme des mois d'épuration ethnique.

---

[55] CIZA Gaspard âgé de 40 ans, enquête menée sur la colline Gisuru, le 15/8/2017.
[56] HARERIMANA Rémy, cultivateur de 46 ans, enquêté sur la colline Nyabitare, le 21/03/2016.

Ainsi, «*des quartiers comme Ngagara, Musaga et Nyakabiga, pour les Tutsi tandis que Kamenge et Kinama furent des quartiers pour les Hutu*[57]». En d'autres termes, un Hutu qui se rendait à Ngagara par exemple était comme une vache qui allait tout droit à l'abattoir, et vice-versa pour un Tutsi qui se rendait par exemple à Kinama.

Les hostilités s'intensifièrent donc entre les habitants des quartiers Hutu et les quartiers des Tutsi. Elles se remarquaient aussi entre les déplacés Tutsi et les Hutu qui étaient restés sur leurs collines. On se retrouvait devant une société fracturée où les identités meurtrières entraient en action avec toutes les conséquences imaginables.

II.2.4. L'embargo contre le Burundi

En 1996, le pays connait une situation politique ambiguë, car le pouvoir du président Sylvestre NTIBANTUNGANYA n'arrivait pas à rétablir la paix. Tandis qu'à l'intérieur, l'heure était au changement de régime, la communauté internationale plaidait pour une intervention militaire étrangère.

C'est dans ce contexte que « *Les acteurs politiques burundais de l'opposition appuyés par les FAB opèrent un changement et mettent au pouvoir le Major Pierre BUYOYA* ».[58] Mais les acteurs politiques burundais proches du FRODEBU sont frustrés par le changement qu'ils dénoncent avec véhémence, ce qui a rendu difficile la résolution de la crise. « *Le fait d'apprendre que BUYOYA revient pour gouverner le pays a été une mauvaise nouvelle qui a sonné dans nos oreilles, car nous avons directement pensé aux évènements de 1972 et 1988* ».[59]

C'est pour protester contre le retour de Buyoya pour le coup d'Etat intervenu le 25/7/1996, que les pays voisins ont décrété un embargo contre le Burundi. « *Le*

[57] Rapport du PNUB en 2015 au Burundi.
[58] KANA F., *La République Unie de Tanzanie face à la crise Burundaise de 1993 à 2007 : embargo, recherche de la paix et rapatriement des réfugiés*, UB, FLSH, mémoire, Bujumbura, octobre 2012, p. 30.
[59] NYAMWERU Aline, cultivatrice de 60 ans, enquête effectuée sur la colline Mwegereza, le 21/06/2017.

blocus économique imposé interdisait la circulation des personnes et des biens en provenance du Burundi par les voies terrestres, maritimes et aériennes ».[60]

«C'est par le biais du représentant permanent de la Tanzanie aux Nations-Unies, la décision d'appliquer l'embargo contre le Burundi est parvenu au Conseil de sécurité[61]*».* Avec cet embargo, le pays a été asphyxié. Cette mesure aggrava une situation déjà rendue précaire par une conjoncture économique peu favorable.

D'après des observateurs, ce blocus a eu trois conséquences particulièrement néfastes : *« la paupérisation des ménages à revenus intermédiaires, particulièrement en milieu urbain ; l'effondrement des nombreuses entreprises parapubliques ; la réduction des rentrées fiscales*[62]*».*

Avec le but des négociations inter-burundaises à Arusha (Tanzanie), la confiance est revenue petit à petit et certains pays occidentaux ou asiatiques ont commencé à relancer la coopération avec le Burundi. C'est le cas *« des coopérations Burundo-Canada en novembre 1998, Burundi-Israël, Burundi-Suède, Burundi-Chine».*[63]

Mais l'économie burundaise gardera longtemps les séquelles de cet isolement alors que l'essentiel des importations passent par l'un des pays partisans de cet embargo, en l'occurrence la Tanzanie.

---

[60] KANA F., *Op. cit.*, p. 32.
[61] *Le Renouveau du Burundi* n° 4850 du 29 juillet 1996, p. 26.
[62] BALLENCIE J. M., *Les nouveaux mondes rebelles, conflits, terrorisme et contestation*, Paris, Michalon, 2005, P. 220.
[63] KANA F., *Op. cit.*, PP. 49-50.

Conclusion du chapitre

La crise qui éclate en octobre 1993 fait suite à une série d'autres tragédies ayant marqué la vie politique du Burundi indépendant. Il s'agit d'une manifestation de l'échec de la démocratie voulu par la classe politique à partir des années 1990.

Les élections pluralistes organisé en 1993 ayant débouché sur la victoire du Frodebu avaient pourtant suscité de l'espoir chez de nombreux burundais qui croyaient tourner la page du monopartisme. L'assassinat du président Ndadaye en octobre 1993, seulement après quatre mois de pouvoir a mis le feu sur l'huile : c'est l'embrasement du pays et les massacres systématiques des Tutsi dans certaines régions.

La gestion de la crise fut elle-même difficile. Le vide politique consécutif à la disparition du président et la fuite du gouvernement ouvrait la porte à des aventuriers de tout genre. Des milices et mouvements rebelles tuaient à tours de bras. En juin 1994, c'est la création du CNDD avec une branche armée FDD qui rallie les autres groupes rebelles comme le Palipehutu et le Frolina. La dégradation du climat sécuritaire marquée par des massacres ciblés de Batutsi (exemple de Bugendana juillet 1996) justifiera le retour de Buyoya par un deuxième coup d'Etat opéré le 25 juillet 1996. La réaction de la communauté internationale fut sans appel : un embargo est infligé au Burundi avec des conséquences néfastes pour la population déjà mise à genoux par des années de guerre. Même les populations de Gisuru n'en furent pas épargnées.

La mise en place d'une transition après l'accord d'Arusha en 2000, était une étape politique importante, mais le pays restera pour longtemps piégé entre deux extrémismes dont les acteurs refusent de reconnaître les erreurs historiques. Les violences et intérêts en jeu cristallisèrent solidement les solidarités ethniques malgré la fatigue partagée par beaucoup de Burundais et les conséquences tant économiques que sociales qui pouvaient en découler.

CHAPITRE III: EFFETS DE LA CRISE SUR L'EVOLUTION DE LA COMMUNE GISURU (1993-2005)

Introduction

La crise de 1993 a bouleversé tous les domaines du pays. Des infrastructures privées et publiques sont détruites, des écoles abandonnées, des enseignants tués et d'autres en fuite vers les pays voisins, des pertes humaines en quantité. Aussi, des comportements nouveaux furent remarqués dans la commune Gisuru, et dans le pays en général.

III.1. Analyse socio-économique

Ce point est réservé à l'analyse des conséquences de la crise de 1993 sur les destructions des infrastructures publiques et privées, les conséquences sur l'éducation, la santé sans oublier les nouveaux comportements des résidents de la commune.

III.1.1. Pertes en vies humaines et destruction des biens matériels

Si la crise de 1993 a été provoquée par les cadres politiques en compétition pour occuper les places politiques, la masse paysanne en sentira profondément les effets. Elle va être la première victime des massacres, des destructions des meubles et immeubles, du dérèglement général de la société à travers les mobilités forcées de la population comme nous l'avons vu.

III.1.1.1. Hémorragie humaine

L'hémorragie humaine consécutive à la crise de 1993 est certes le résultat des tueries qui ont endeuillé le pays, mais aussi des fuites des populations vers l'étranger devenant ainsi des réfugiés. Mais nombreuses ont été les personnes mortes tuées. La mémoire de ces événements est encore fraîche. Ce paysan raconte :

« *Les Hutu qui étaient angoissés par l'assassinat du président Ndadaye ont sauté dessus les coups des Tutsi avec des machettes bien aiguisées. Les Tutsi rescapés ont à leur tour organisé des opérations pour chasser et tuer leurs ennemis Hutu. C'est pourquoi les Tutsi se sont entassés dans des camps des déplacés à l'intérieur du pays et des Hutu sont allés dans des camps des refugiés en Tanzanie. Le pays a été saigné* ».[64]

D'après certains informateurs, la commune a connu une véritable hémorragie surtout ente 1993 et 1996, années qui correspondent à des massacres de masse partout dans le pays. « *A cause du carnage perpétré à travers tout le territoire, la population rescapée et traumatisée a pris fuite vers les pays limitrophes* ».[65]

Aussi, la commune a accueilli beaucoup d'immigrants venus spontanément des régions voisines. Nous avons déjà vu qu'ils cherchaient à franchir la frontière tanzanienne à la recherche de refuge. Certains ont péri, d'autres ont pu échapper vers les camps de réfugiés et d'autres encore s'y sont installés définitivement.

Nous regrettons que les statistiques de cette période ne nous ont pas permis d'avoir des chiffres crédibles pour chaque catégorie de sinistrés. Par exemple, les enregistrements des décès ont été négligés, d'où la difficulté de pouvoir établir avec précision le nombre de morts causés par la crise.

Quelques chiffres disponibles nous permettent de faire des supputations. Alors que la commune Gisuru comptait 52.235 habitants octobre 1993, cet effectif passe à 53.525 habitants en 1999. Par simple jeu arithmétique, on en déduit que la population a augmenté de 1 290 personnes en six ans, ce qui nous semble peu.

[64] NTAKARUTIMANA Eliphase, Conseiller communal en 1993, interviewé le 05/06/2015.
[65] NYABENDA Jérémie. Comptable communal de Gisuru, enquêté le 15 février 2017.

Tableau 6: Les habitants de la commune en 1993 et 1999

Année	Hommes	Femmes	Garçons	Filles	Total
1993	10.117	11.038	15.028	16.052	52.235
1999	10.928	12.572	14.402	15.624	53.526

Source : Archives communales, *Rapports annuels* pour les deux périodes considérées.

En s'appuyant sur ce petit tableau, nous remarquons que la population a connu une croissance relativement stable. Cependant, la répartition de la population n'a pas été la même dans les zones de la commune. Voici le tableau de leur répartition.

Tableau 7: Répartition de la population par zone en 1999.

Zone	*Hommes*	*Femmes*	*Garçons*	*Filles*	*Total*
Gisuru	4.047	4.911	6.004	5.260	20.222
Nyabitare	3.695	3.806	4.027	5.124	16.652
Ndemeka	3.185	3.855	4.371	5.240	16.652
Total	***10.928***	***12.572***	***14.402***	***15.624***	***53.526***

Source: Rapport mensuel de janvier 1999, p.5.

En analysant ces données, il est fort remarquable que la zone Gisuru était plus peuplée par rapport aux zones Nyabitare et Ndemeka. D'après une autorité communale contactée, les raison en sont que *«la zone Gisuru est à la fois le chef-lieu de la commune et dispose des infrastructures officielles et administratives ainsi que d'autres atouts d'une jeune bourgade. En plus, pendant la crise, c'était un lieu où la sécurité était plus ou moins garantie*[66]*»*. La population de la commune estimée à 53.526 personnes réparties en 14.007 ménages, avec une moyenne de quatre personnes par ménage.

[66] NTAKARUTIMANA Eliphase, conseiller technique chargé des affaires sociales, enquêté à la colline Gisuru, le 21 mai 2015.

A partir des données de ces tableaux (6 et 7), nous avouons encore une fois qu'il a été difficile de conclure sur les effets de la crise en termes de morts. Seulement, nous savons que cette crise a provoqué d'énormes bouleversements sur le plan démographique dans la mesure où notre commune Gisuru compte manifestement un nombre important de déplacés et de rapatriés. *«Selon le HCR Ruyigi, les déplacés étaient installés sur les sites de Kabuyenge, Musha I et Musha II et sont repartis en 484 ménages avec une population de 2.110 personnes. Pour CDF Ruyigi, la commune compte 4.273 ménages rapatriés hors sites totalisant 9.795 personnes dont 5.495 femmes (56%) et 4.300 hommes (43,8%)* [67]».

III.1.1.2. Les biens meubles et immeubles

Pendant la crise de 1993, les destructions des biens meubles et immeubles furent enregistrées dans tout le pays. Ainsi, après l'annonce de l'assassinat du Président, *«des routes furent barrées par des troncs d'arbres, tandis que d'autres furent tous simplement coupées pour empêcher l'intervention rapide des militaires destinés à arrêter ou prévenir les massacres des populations innocentes*[68] ».

Les biens et documents communaux qui nous auraient d'ailleurs été utiles pour réaliser notre travail ont été brulés, pour dire que la commune a dû reconstituer ses archives à partir des documents produits après la crise.

En ce qui concerne les biens meubles par exemple, *«en 1994, la commune avait une seule chaise et deux bancs longs avec deux tables utilisés par les agents administratifs et l'ensemble de tout le personnel communal*[69]». Dans toute la commune, c'était le désordre. Certaines infrastructures communales ont servi d'abri pour les déplacés qui fuyaient les massacres sur leurs collines, les latrines sont abimés.

---

[67] Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale, *Op. cit.*, p. 56.
[68] NTAKARUTIMANA Eliphase, Conseiller communal en 1993, interviewé le 05/06/2015.
[69] KAGOROBA Janvier, secrétaire communal en 1994, 50 ans, enquêtés à la colline Gisuru le 05/06/2015.

L'environnement n'a pas été épargné. Les forêts artificielles des collines Gisuru, Nyakirunga et Ndemeka ont été détruites par les déplacés à la recherche du bois de chauffage. Le même bois était recherché par les militaires déployés et installés au chef-lieu de la commune, sans oublier les populations environnantes qui profitaient du chao pour se servir.

Sur le plan scolaire, nous y reviendrons, *«des écoles comme E.P Nyagahoro et E.P Murehe I furent privées de leurs livres pillés. Les bancs pupitres et les tôles ont été également pillées, laissant ces établissements en ruine. Certaines écoles comme le Co.Co Gisuru, l'E.P Gisuru ont été dans les premiers moments de la crise occupées par les déplacés Tutsi au détriment des élèves*[70]*»*.

III.1.2. L'impact de la crise sur l'enseignement en commune Gisuru

Le système éducatif de la commune Gisuru connaît trois types d'enseignements à savoir, l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire ainsi que l'enseignement informel (centres Yagamukama, d'enseignement des métiers et d'alphabétisation des adultes).

III.1.2.1. L'enseignement formel

Avant les années 1993, le domaine scolaire semblait connaître une apogée comme partout dans le pays. *«Le système des collèges communaux et surtout le système de double vacation au niveau de l'enseignement primaire étaient les mesures prises à la fois pour accroître le nombre d'établissements d'enseignement et augmenter le nombre d'enfants scolarisés*[71]*»*.

[70] NIYINGANZA Gad, directeur communal de l'enseignement de Gisuru, 43 ans interviewé sur la colline Gisuru, le 15 avril, 2017.
[71] Idem

Tableau 8: Ecoles de la commune Gisuru en 1994

Ecoles primaires	*Ecoles secondaires*
1. Murche I	1. Collège communal Gisuru
2. Gisuru	2. Lycée Nyabitare
3. Ruyaga	3. Collège communal Nyabitare
4.Nyabitare	4. Collège communal Ndemeka
5. Rubanga	
6. Musenga	
7. Munyinya	
8. Kavumwe	
9. Bwihaminya	
10. Nyarumanga.	

Source : *Rapport annuel* de l'Inspection provinciale de l'enseignement à Ruyigi pour 1992

Au cours de cette année, l'enseignement a connu des perturbations très lourdes. Des abandons dus aux effets de la crise furent nombreux. On en a l'idée :

« Les années scolaires 1993-1994 et 1995-1996 sont des années où les abandons scolaires furent nombreux. On a 94 abandons sur 374 élèves régulièrement inscrits, ce qui donne le pourcentage de 25 % du total. Pour l'année scolaire 1995-1996, les abandons diminuent légèrement. Sur 398 élèves inscrits au début de l'année, on a eu 57 abandons, soit 14% des effectifs scolaires [7] ». La raison en est que la crise s'est soldée par des fuites massives des populations.

Ce qui montre également l'instabilité des populations, c'est que pendant ces années scolaires, la pratique du transfert des élèves vers les autres établissements fut fréquente.

Un autre élément à signaler, c'est que pendant ces années on a entrepris des recrutements des enseignants non qualifiés dans le domaine, allant jusqu'à engager des élèves qui ont abandonné leurs études avant l'obtention de leur

[7] Archives communales, *Rapport annuel* de 1999, p. 22.

diplôme. Par exemple, des élèves ayant un niveau de 10ème réussi (ou pas) étaient recrutés comme enseignants du primaire, l'essentiel pour les responsables de ces établissement étant de combler le vide. On s'imagine déjà les conséquences de cette pratique sur la qualité de l'enseignement.

Enfin, signalons qu'à cause des opérations militaires, ainsi que les affrontements entre l'armée régulière et les rebelles, générant de l'insécurité pour la population, l'achèvement de la matière prévue au programme annuel était pratiquement impossible.

III.1.2.2. L'enseignement informel

«L'enseignement informel englobe les écoles Yagamukama, les écoles d'enseignement des métiers et les centres d'alphabétisation des adultes[73]*»*. Les écoles Yagamukama sont depuis la période coloniale encadrées par l'Eglise catholique. Pendant plusieurs années, elles ont joué un rôle important dans l'apprentissage de l'écriture et de la lecture pour des enfants qui n'ont pas pu suivre l'enseignement classique. *«La commune en compte quatre à savoir, Gisuru, Kavumwe, Nyabitare et Kayogoro*[74]*»*.

Tableau 9: Situation des Yagamukama de Gisuru (A/S 2005-2006)

Zones	Ecoles	Collines	Salles	c. inc.	Elèves	Ens.	El/classe	El/Ens
Gisuru	Gisuru	Gisuru II	3	X	86	3	28	28
Ndemeka	Kavumwe	Kavumwe	2	X	64	2	32	32
Nyabitare	Nyabitare	Nyabitare	2	X	62	2	31	31
	Kayogoro	Nyabitaka	1	X	12	1	12	12
Total	4	4	8	4	224	8	28	28

Source : *Rapport de la DPE/Ruyigi*, mars 2006, p. 21.

[73] Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale, *Op. cit.*, p. 77.
[74] Idem

Il ressort de ce tableau que les quatre écoles Yagamukama ont un effectif de 224 élèves, dont plus de la moitié sont des filles (64,2%). Elles totalisent en outre huit salles de classes, d'où le ratio moyen de 28 élèves par salle. Les enseignants sont au nombre de huit, ce qui fait qu'on a 28 élèves par enseignant. Comme pour le reste du système éducatif, ces écoles ont dû interrompre leurs activités en pleine période de crise. La plupart de ces établissements ont été spontanément transformés en dortoir de fortune pour les populations déplacées par la guerre.

III.2. Situation politico-administrative

Sous ce titre, nous revenons sur les perturbations politiques et administratives causées par la crise de 1993. Nous allons par la suite essayer de montrer les changements apportés par le cessez-le-feu et la paix résultante des négociations achevées en 2004 entre le pouvoir et le mouvement rebelle du CNDD-FDD.

III.2.1. La crise politico- administrative

Depuis le coup d'Etat du 21 octobre1993, presque partout dans le pays, on a ressenti les conséquences de la mort du Président Ndadaye. Avec les massacres de simples gens, c'est le début de l'instabilité politique. Alors qu'en juin de la même année on avait commencé un système d'élections démocratiques des dirigeants, c'est à partir d'octobre 1993 que le climat politique se dégrade dangereusement avec la disparition de l'administration locale. Le fameux putsch avait débouché sur un désordre sans précédent dans le pays.

Comme le rappelle cette enquête, « *Désormais, l'administrateur n'avait plus besoin de conseillers techniques ou socio-culturels ; il était soit un militaire soit un « sans échec » improvisé responsable de la commune, et prenait des mesures souvent dictatoriales que la population était tenue à respecter sans broncher* ».[75]

[75] Bukuru Salvator, cultivateur de 40 ans, enquête menée à Nkurubuye le 22/10/2017.

A Gisuru qui nous intéresse, l'une des manifestations de cette crise d'autorité fut l'instabilité des administrateurs communaux. Voici par exemple la liste des administrateurs qui se sont succédé depuis 1962 à aujourd'hui.

Tableau 10: Administrateurs de la commune Gisuru des origines à 2018

Noms et prénoms	**Niveau d'étude**	**Année d'administration**
BIRORIMANA Jacques (Bourgmestre)	7ème	1962-1965
MBUZEHOSE Donathe	9ème	1965-1976
BIRORIMANA Jacques	7ème	1976-1979
NDEREGO Antoine	5ème	1979-1982
SEZOYA Raphaël	A_3	1982-1986
RUKERE Serges	9ème	1986-1989
SIMBATOHANA Vénérand	D_4	1989-1993
SINDUHIJE Bed	D_4	1993-1996
MAKOROKA Vital	D_4	1996-2000
BASHINGWA Elie	Lic.	2000-2003
NIYONIZEYE Leonidas	D_6	2003-2004
NTAKARUTIMANA Eliphase	D_4	2004-2005
SIMBARAKIRA Timothée	D_4	2005-2007
NTAKARUTIMANA Eliphase	D_4	2007-2008
NDIKURIYO Egide	D_6	2008-2015
NTAKARUTIMANA Eliphase	D_4	Mai 2015-août 2015
NGENZIRABONA Aloys	D_6	2015 à aujourd'hui

Source: Nous-mêmes à base des données recueillies dans les archives de la commune

Si nous analysons ce tableau, nous pouvons en déduire que la période de 1993-2004 a été caractérisée par de fréquents changements des administrateurs, causant ainsi leur instabilité dommageable aux programmes de développement qui changeaient au gré du nouveau responsable.

III.2.2. Dérèglement des services publics : exemple de l'état civil

La période de 1993-2004 correspond à des perturbations très sensibles au niveau de l'enregistrement des nouveau-nés, des décès, des mariages, des émigrants ou même des émigrés. D'après certains bulletins d'enregistrement consultés, il nous a semblé incroyable que des collines entières n'aient pas connu de naissances ou de décès pendant toute l'année. Il en était de même pour les mariages qui ne figuraient nulle part sur ces documents de l'état civil. Un de nos interlocuteurs en fournit l'explication :

« Pendant la crise, les mariages légaux étaient moins exigés. On n'avait pas de l'argent pour la dot ou pour honorer les dépenses liées au mariage. En plus, on devait se cacher pour ne pas être tué. Les enfants nouvellement nés n'étaient pas enregistrés, sans parler des morts dont on ne retrouvait même pas les corps[76]*».* Il faudra attendre la fin des hostilités en 2005 pour voir le service de l'état-civil reprendre ses activités.

III.3. Processus de paix

III.3.1. Les négociations d'Arusha

Après l'embargo infligé au Barundi en 1996, la Tanzanie a offert le terrain de négociation pour tenter de trouver une solution de la crise burundaise. La ville d'Arusha où avaient été décrétées les sanctions prises pour le Burundi les 31 Juillet 1996, voit aussi signer un accord pour réconcilier les Burundais.[77]

---

[76] NTUYAHAGA Emmanuel, cultivateur de 50 ans, enquête menée sur la colline Gisuru, le 15 mai 2016.

[77] MANIRAKIZA E., *Analyse critique des instruments internationaux de maintien de la paix au Burundi*, Bujumbura, UB, FLSH, 2007, p. 63.

Sous la médiation de Mwalimu Julius Nyerere les négociations ont recommencé. « *Les négociations qui avaient cessé à Mwanza à cause du changement politique ont repris dans une ville tanzanienne dénommée Arusha sous la médiation du Mwalimu Julius Nyerere* ».[78]Ainsi, les protagonistes ont formé le G7 et G10. « *Nyerere usa la formule de G7 pour tous les partis et mouvements d'obédience hutu et G10 pour les partis d'obédience tutsi* ».[79]

Après la mort de Nyerere, le leader Sud-africain Nelson Mandela a poursuivi son œuvre et les négociations finirent par être signées par les Burundais le 28 août 2000 à Arusha. Comme résultat de ces négociations en dépit des combats qui se déroulaient sur le terrain militaire et qui influençaient les négociations sous soutien de la Tanzanie, « *des mouvements de libération nationale plus faibles trouvent des renforts chez les Etats voisins puis finirent par exacerber les conflits en des crises* »[80]. Mais les belligérants et les acteurs politiques ont fini par signer un accord de cessez-le-feu consacrant ainsi l'arrêt des hostilités et établissant la sécurité sur l'ensemble du territoire. Parmi les résultats de la négociation figure *«l'Accord cessez-le-feu entre le Gouvernement du Burundi et le mouvement CNDD-FDD ainsi que les deux transitions politiques, l'une dirigée par Major Pierre Buyoya (2000-2003) et l'autre par Domitien Ndayizeye*[81]». On allait vers la stabilité politique du pays et le début de la normalisation de la situation sur les collines, y compris à Gisuru.

III.3.2. Processus de démobilisation

La politique consistant à démobiliser et réinsérer les éléments des groupes rebelles a été bien saluée par tout le monde, mais particulièrement par la société civile. Celle-ci a joué un rôle important dans la sensibilisation pour le désarmement volontaire et la limitation des armes illicites détenues par la population.

---

[78] KANA F., *Op. cit.*, p. 55.
[79] MANIRAKIZA E., *Op. cit.*, p. 62.
[80] William ZARTMAN I., *La résolution des conflits en Afrique*, Paris, Harmattan, 1990, p. 17.
[81] KANA F., *Op. cit*, p. 61.

Le gouvernement a aussi adopté la politique de la « Stratégie nationale de lutte contre la prolifération des armes légères et des petits calibres », ainsi que le désarmement total des civiles.

Cette politique précise que « Le *désarmement volontaire s'effectuerait dans une période d'amnistie qui pourrait être accompagné ou suivi de mesures coercitives de retrait d'armés pour les personnes n'ayant pas adhéré au programme de désarmement* ».[82]

Dans les allocutions pour encourager la population, les autorités du pays promettaient des avantages à ceux qui voudront remettre volontairement les armes et dans des meilleurs délais. Dans un premier temps, le désarmement se faisait par volonté et par engagement individuel. Après, on est passé à la phase de désarmement obligatoire. Des fouilles de perquisitions sont organisées pour désarmer les récalcitrants. Alors qu'avant, la remise de l'arme était sanctionnée par des avantages (argent ou autre cadeaux) , désormais c'est une amande qui allait être infligée à quiconque était surpris avec une arme à son domicile.

Pour faire passer le programme de désarment, les arguments avancés étaient d'abord basés sur les méfaits des armes dans les ménages et le retour graduel de la sécurité sur l'ensemble du territoire national. *«La commission de désarmement des civils estimait à 40.000 les armes remises volontairement sur un total estimé entre 100.000 et 300.000 armes en circulation en 2009*[83]».

Concernant cette politique de désarmement, il apparaît que, d'une manière générale, les résultats ont été positifs. Ainsi le tableau suivant permet de suivre le rythme de désarmement à travers le nombre d'armes récupérés.

[82] SNAP, Rapport annuel de 2006, p. 15.
[83] SNAP, Rapport annuel 2009, p. 23.

Tableau 11: Désarmement/an

Année	Armes collectées
2009	20.000
2010	2000
2011	9000
2012	1000
2013	1500
2014	900
2015	400
Total	34 800

Source : SNAP, Rapport annuel 2009, p. 21.

La politique de désarmement, de démobilisation et de la réinsertion des ex-combattant a été prévue par l'Accord de l'Arusha signé en août 2000. En effet, « *L'objectif principal de la démobilisation est de favoriser et faciliter le retour à la vie civile des ex-combattants. Tous les démobilisés seront identifiés, enregistrés et se verront délivré d'une nouvelle carte d'identité sécurisée au cours de cette phase. L'identification et la vérification retiendront l'attention de toutes les parts en particulier celles du secrétariat exécutif à la DRR afin que les bénéficiaires soient clairement identifiés sur des bases ne permettant pas de tricherie* »[84].

Alors, dans ses objectifs, la CNDDR devrait « *Désarmer, démobiliser les ex-combattants non retenus dans FDN (ex-combattant des FAB et les membres de PMPA) Et apporter un appui à leur réintégration dans la vie civile, soutenir les réinsertions d'environ 20.000 gardiens de la paix et d'autres miliciens et militants combattants des PMPA, contribuer à la réaffectation des dépenses gouvernementales du secteur de défense aux secteur sociaux et économiques sur une période déterminée* ».[85]

[84] Secrétariat exécutif de la commission nationale chargé de la démobilisation, de la réinsertion et de la réintégration des ex-combattants, *programme national de démobilisation, de réinsertion et de réintégration des ex-combattants*, Bujumbura, Mars 2004, p. 13.
[85] *Idem*

La démobilisation et la réintégration des ex-combattants seront accompagnées par assistance sociale, humanitaire et économique. Au point de vie sociale, il fallait préparer les ex-combattants pour promouvoir la réconciliation et la cohabitation entre eux et les autres populations. Ceux-ci furent préparés pour les réadapter à la vie et au comportement des civils, qui est un milieu différent des milieux des (armes) combattants.

L'assistance humanitaire allait suivre dans le but de renforcer l'adaptions dans le nouveau milieu. Ainsi, une somme de démobilisation selon le grade fut donnée à chaque ex-combattant, des subventions et financement au métier sont accordés. Dans la commune Gisuru, les mêmes pratiques ont été une réalité.

III.3.3. Elections de 2005

Après avoir formé l'armée nationale selon le pourcentage sorti de l'Accord d'Arusha, le gouvernement transitoire a organisé les élections qui seront emportées par le parti CNDD-FDD.

Dans la commune Gisuru, les élections seront organisées comme dans d'autres coins du pays. Dans ces élections, il y avait quatre partis politiques qui faisaient campagne à Gisuru. C'est le parti CNDD-FDD, CNDD, FRODEBU et PP. Dans leur compétition, les résultats obtenus sont les suivants :

Tableau 12: Elections de 2005

Nombre d'inscrits	Nombre de votants	Pourcentage des votants par rapport aux inscrits	Nombre et pourcentage des suffrages exprimés		
			Parti politique	Voix	Pourcentage
28.054	26.715	95.22%	CNDD-FDD	23.336	87,35
			CNDD	506	1,89
			PP	237	0,88

Source : ONUB, Unité électorale, Election communale du 03/06/2005, p. 16.

Théoriquement, ces élections venaient clore une longue période d'instabilité politique. Elles inaugurent une ère nouvelle, celle du retour à la paix et à la démocratie après 12 ans de violence.

Conclusion partielle

La crise de 1993 a laissé des traces indélébiles au sein de la commune Gisuru. On citerait la destruction des biens meubles et immeubles, des tueries dirigées contre des personnes innocentes, etc.

En effet, la crise s'est généralisée jusqu'à affecter même les pays voisins. C'est le cas de la Tanzanie qui a donné refuge à des milliers de Burundais et qui a abrité les négociations inter burundaises. Avec la crise, les crimes causés par des mouvements rebelles se sont accentuées et les acteurs politiques, c'est-à-dire le gouvernement burundais et les mouvements rebelles, n'avaient d'autres choix que de s'asseoir autour d'une même table pour vider leurs différends.

En août 2000, ces négociations ont abouti à la signature de l'Accord de paix d'Arusha à l'origine de la mise en place du gouvernement de transition.

Enfin, en 2005, il fut organisé des élections générales qui ont finalement porté l'ex-mouvement rebelle du CNDD-FDD au pouvoir. Soutenu par la communauté internationale, le CNDD-FDD a entrepris le processus de désarmement de démobilisation et de réinsertion des ex-combattants. La paix revenait après une période de 12 ans de lutte armée.

CONCLUSION GENERALE

La Commune Gisuru est l'une des communes de Ruyigi limitrophe de la République unie de Tanzanie. Elle est la deuxième commune la plus vaste du Burundi après la commune Giharo de la province Rutana. Comme partout dans le pays, la vie économique est basée sur les activités du secteur primaire. Les pratiques socioculturelles sont les mêmes que dans les autres parties du pays.

Au-delà d'une simple description des aspects économiques et sociaux de la Gisuru, notre ambition était de mener une réflexion sur l'impact de la crise de 1993 sur la vie de la commune. Les conséquences de l'assassinant du président Ndadaye le 21 octobre 1993, lors qu'un putsch militaire manqué restent vivaces dans le mémoire des Burundais. Nous avons relevé que des pertes en vies humaines, des destructions, des biens meubles et immeubles, des désordres dans tous les domaines de la vie nationale furent des caractéristiques remarquables de cette crise qui a duré plus de 10 ans.

Suite à la persistance de l'insécurité due à l'intensification des violences, des milliers de Burundais ont fui le pays pour se réfugier dans les pays limitrophes, plus spécialement en Tanzanie, surtout pour les habitants de la commune Gisuru, à cause de la proximité avec ce pays.

Sur le plan scolaire, la crise s'est soldée par la désorganisation du système éducatif. On enregistra des abandons scolaires causés par le manque d'enseignants, soit tués ou fugitifs. Les mobilités forcées des populations étaient également de nature à perturber le rythme scolaire des enfants. On n'oublie pas dans le même registre des affres de la guerre, les nombreuses destructions des infrastructures et des équipements scolaires dont on peut imaginer les conséquences sur l'éducation des jeunes.

Sur le plan typiquement économique, les recettes communales ont sensiblement diminué suite à la chute de la production et la désorganisation des marchés. L'embargo économique imposé au Burundi par les pays de la sous-région eut des conséquences néfastes sur l'économie nationale, avec des retombées certaines sur les économies locales.

Le bilan est dur à dresser puisque tous les secteurs de la vie nationale furent touchés. Nous avons vu, à titre d'exemple, que les services de l'état-civil étaient complètement perturbés. Les enregistrements des nouveau-nés et des mariages n'étaient plus faits de manière régulière, ce qui prive à tout chercheur des données crédibles quand il s'agit de traiter par exemple des questions en rapport avec la démographie de Gisuru.

Il était donc plus qu'urgent que le pays s'en sorte. Mais il a fallu attendre 2000 pour que les protagonistes de la crise burundaise se rencontrent à Arusha, sur le sol tanzanien pour signer de l'Accord de paix. S'est sur base de cet accord que d'autres initiatives de retour à la paix ont été échafaudées. Nous visons la prise en charge des sinistrés (déplacés, réfugiés, rapatriés), la démobilisation et le retour à la vie civile des anciens combattants, etc.

Le problème est de savoir si toutes ces initiatives et les arrangements politiques qui ont suivi (gouvernement de transition, élections de 2005), ont suffi pour tirer le pays de l'abîme dans laquelle il est tombé au lendemain de l'assassinat du président M. Ndadaye. L'histoire nous dira.

BIBLIOGRAPHIE

I. Ouvrages généraux

1. BALLENCIE J. M., *Les nouveaux mondes rebelles, conflits, terrorisme et contestation*, Paris, Michalon, 2005.
2. CHRETIEN J. P. et DUPAQUIER J.F., *Burundi 1972. Au bord des génocides, Paris*, Karthala, 2007.
3. CHRETIEN J. P. et MUKURI M., *Burundi. La fracture identitaire, logique de violences et certitudes "ethniques" (199-1996)*, Paris, Karthala, 2002.
4. CHRETIEN J. P., *Histoire retrouvée, 25 ans de métier d'historien en Afrique*, Paris, Karthala, 1993.
5. CHRETIEN J. P., *Les défis de l'ethnisme. Rwanda et Burundi: 1990-1996,* Paris, Karthala, 1997.
6. GAHAMA J., *Le Burundi sous administration belge, la période du mandat 1919-1939*, Paris, Karthala, 2e éd., 2001.
7. GUICHAOUA A., *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994)*, Karthala, 1995.
8. MWOROHA E., *Histoire du Burundi des origines à la fin du XIX*ème *s., Paris, Hatier 1986.*
9. ZARTMAN I., *La résolution des conflits en Afrique*, Paris, Harmattan, 1990.

II. Mémoires

1. KANA F., *La République Unie de Tanzanie face à la crise Burundaise de 1993 à 2007 : embargo, recherche de la paix et rapatriement des réfugiés*, UB, FLSH, mémoire, Bujumbura, octobre 2012

2. KIRAMIRANA E., *Du rapport entre la démobilisation, la résolution pacifique des conflits avec les droits de l'homme,* DESS en Droits de l'homme et résolution pacifique des conflits, Université du Burundi, Bujumbura, 2008.

3. MANIRAKIZA E., *La diffusion de l'enseignement primaire et secondaire en commune Bukeye entre 1965 et 2017*, UB, FLSH, Bujumbura, décembre 2017.

4. MANIRAKIZA E., *Analyse critique des instruments internationaux de maintien de la paix au Burundi*, Bujumbura, UB, FLSH, 2007.

5. MURINDANGABO F., *Promotion et développement du tourisme culturel au Burundi, de l'Indépendance à 2015*, Mémoire, FLSH, Bujumbura, 2016.

6. NDUWAYO G., *La crise d'octobre 1993, essai d'interprétation*, FLSH , Bujumbura, 1994.

III. Autres documents et rapports

1. Archives communales, Rapport de décembre 2016.

2. Archives communales, Rapport du mois de mars 1991.

3. Archives communales, Rapport annuel de 1999.

4. Archives communales, Rapport d'octobre 2016.

5. Archives communales, rapport mensuel de novembre 2016.

6. Archives communales, rapport mensuel de novembre 2016.

7. DPAE Ruyigi, Rapport annuel pour 2005.

8. Géographie du Burundi, *Notes du cours de la 2ème candidature*, Bujumbura, 2011-2012.

9. Ministère de la planification du développement et de la reconstruction nationale, *Monographie de la commune Gisuru*, Rapport du PUND, Ruyigi septembre 2006.

10. Rapport du PNUB en 2015 au Burundi

11. Renouveau du Burundi n° 4850 du 29 juillet 1996.

12. Résultats du recensement général de la population et d'habitant de 2008.

13. Secrétariat exécutif de la commission nationale chargé de la démobilisation, de la réinsertion et de la réintégration des ex-combattants, *programme national de démobilisation, de réinsertion et de réintégration des ex-combattants,* Bujumbura, mars 2004.

14. SNAP, Rapport annuel 2009.

15. SNAP, Rapport annuel de 2006.

ANNEXES

I. Questionnaires d'enquêtes

1 : Pourriez-vous décrire la commune Gisuru à ceux qui ne la connaissent pas ?

2. Comment appréciez-vous les climat et hydrographie dans votre commune ?

3. Combien d'écoles primaires aviez-vous en commune Gisuru en 1993 ?

4. Les écoles secondaires dont dispose la commune Gisuru sont au nombre de combien ?

5. Votre a-t-elle continué à fonctionner pendant la crise?

6. Quelles sont perturbations éventuelles dues à la crise ?

7. Quand placez-vous le début de la crise dans votre commune ?

8. Comment appréciez-vous votre relation avec les déplacés ?

9. Le marché de la commune a-t-elle continué à fonctionner pendant la crise ?

10. Quelles sont les races préférées dans l'élevage de votre commune ?

11. Quelle est l'importance de l'élevage du petit bétail dans votre commune ?

12. Quelles sont les cultures préférées dans votre commune ?

13. Pourquoi vous ignorez les cultures d'exploitation dans votre commune ?

14. la Tanzanie se situe à combien de km d'ici ?

15. Comment appréciez-vous votre relation avec les tanzaniens ?

16. Avez-vous senti l'embargo de 1996 ?

17. Quelles ont été les conséquences des mouvements armés dans votre commune ?

18. Comment appréciez-vous les élections de 2005 ?

19. Y aurait-il eu des changements apportés par ces élections ?

20. Comment vous jugez les négociations d'Arusha ?

21. Quelle est l'importance de la démobilisation dans votre commune ?

II. Les personnes enquêtées

Nom et prénom	Age	Fonction	lieu	Date d'enquête
1. NAHIMANA Virginie	43 ans	Cultivatrice	colline Kireka	Le 21/06/2017
2. NGENZIRABONA Aloys	39 ans	Administrateur communal de Gisuru	colline Gisuru	Le 21 juillet 2016
3. RURAHINDA Gordien	68 ans	Cultivateur	Colline Nyakirunga	le 23 juin 2016
4. MANIRAKIZA Gabriel	46 ans	Cultivateur	colline Nkurubuye	le 21 juillet 2016
5. BURIKUKIYE André	54ans	Cultivateur	colline Ndemeka	le 23/05/2016
6. NYABENDA Nathalie	58ans	cultivatrice	colline Rubanga	le 25/05/2016
7. NYABENDA Jérémie	52 ans	comptable de la commune	colline Gisuru	le 29 octobre 2017
8. NNDIKURIYO Canesius	83 ans	cultivateur	colline Gacokwe	le 24 mai 2015
9. NIYONZIMA Viateur	32 ans	cultivateur	colline Itaba	le 25 juillet 2017
10. KARIWABO Daniel	45 ans	Instituteur D7	colline Nkurubuye	le 25 mai 2016
11. BARIMASO Claver	44 ans	cultivateur	colline Gacokwe	le 23/05/2016
12. SIMBATOHANA Vénérand	62 ans	Enseignant	Gisuru	le 25/05/5016
13. NIYUNGEKO Patrice	40 ans	cultivateur	Colline Gisuru	le 23 Juin 2016
14. NTAKARUTIMANA Eliphase	53 ans	conseiller technique chargé des affaires sociales	colline Gisuru	le 21/6/2017
15. CIZA Gaspar	40 ans	cultivateur	colline Gisuru	le 15/8/2017
16. HARERIMANA Rémy	46 ans	cultivateur	colline Nyabitare	le 21/03/2016
17. BUNANI Joselyne	39 ans	cultivatrice	colline Mwegereza	le 22 décembre 2016
18. KAGOROBA Janvier	50 ans	secrétaire communal en 1994	colline Gisuru	le 05/06/2015
19. NYAMWERU Aline	60 ans	cultivatrice	colline Mwegereza	le 21/06/2017
20. NIYINGANZA Gad.	43 ans	DCE de Gisuru	colline Gisuru	le 15 avril, 2017
21. BUKURU Salvator	40 ans	cultivateur	Nkurubuye	le 22/10/2017
22. NTUYAHAGA Emmanuel	50 ans	cultivateur	colline Gisuru	le 15 mai 2016